

n° 622 — Semaine du 7 au 13 juin 1974 — 2 F 50  
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

# tribune

## socialiste



**GAUCHE / DROITE**



● la gauche  
de  
demain

● ITALIE :  
l'offensive  
fasciste

**LA PARTIE  
S'ENGAGE**

● VACANCES  
les anti-  
Trigano

# 7 jours

## dans TS



■ Pourquoi la Yougoslavie ? Beaucoup se posent cette question en abordant l'éditorial de cette semaine. (p. 3) N'y avait-il vraiment rien de plus urgent à traiter ? Si nous ne l'avons pas pensé, c'est que les problèmes qui viennent d'être débattus par le congrès de la Ligue des Communistes ressemblent fort à ceux que devra affronter le socialisme autogestionnaire français lorsqu'il sera en situation de pouvoir. Il serait dommage que dans la période présente le courant socialiste français ne profite pas des enseignements que nos camarades yougoslaves tirent de vingt ans d'expérience concrète ; c'est pourquoi, au delà de l'édito de Gérard Féran, TS reviendra la semaine prochaine sur la situation de l'autogestion yougoslave.

■ Cette période présente n'est sûrement pas ce moment d'accalmie qui vient après la tempête : la scène politique post-électorale est agitée de profonds bouillonnements, chacun pressentant bien, à droite comme à gauche, que l'on est entré dans une ère nouvelle de la politique française. A droite : parce que cette fois le gaullisme a cessé définitivement d'être ce rassemblement hétérogène qui fit sa fortune pour retourner à ses origines bonapartistes dans lesquelles se reconnaissent dix pour cent des Français. A sa place vient de naître une fédération conservatrice-libérale dont l'ambition est de moderniser en apparence la vie politique par l'intermédiaire d'une réforme de style. Daniel Lenègre montre qu'au delà du style, c'est le rapprochement de l'économie française des structures américaines qui est en route. (p. 4) La conjoncture économique donne d'ailleurs à Giscard quelques cartes pour réussir. (p. 7)

■ La gauche également prépare une ère nouvelle. On en est pour le moment aux discussions préliminaires entre tous ceux qui ont perçu à travers l'élan de la campagne unitaire de François Mitterrand que le socialisme autogestionnaire peut être l'élément permettant de débloquer de vieux clivages. C'est sur tous les aspects de cette restructuration de la gauche que TS a posé quatre questions à Pierre Héritier, membre du Bureau national de la CFDT. On mesure à le lire combien le renforcement de l'unité populaire et la réorganisation du mouvement socialiste autour d'un programme autogestionnaire sont essentiels pour le courant syndical dont il fait partie, (p. 8 et 9)

■ Ce climat politique mouvant est très bien perçu par de nombreux sympathisants du PSU comme une occasion pour la gauche de rajeunir des structures et de faire un pas en avant vers l'élaboration d'un projet de société répondant mieux à la volonté exprimée par les travailleurs dans la vie quotidienne. C'est pourquoi se développe un mouvement d'adhésions au PSU dont TS se fait l'écho. A tous ceux qui se demandent à juste titre comment vont s'engager les délibérations permettant à la base du parti de trancher en dernier ressort des choix présentés par le Bureau national, celui-ci apporte une réponse. (p. 8, 9 et 10)

■ L'avenir du socialisme en France ne peut bien sûr faire oublier qu'à côté de nous, en Italie, ou à l'autre bout de la terre, mais aussi si proches de nous, au Chili, des camarades vivent des moments difficiles. L'inquiétude monte dans la péninsule et Jean-Claude Bauvet montre comment ont ressurgi les vieilles méthodes de provocation que le fascisme affectionne. Au Chili, voici le bilan, huit mois après. On souhaite seulement ne pas avoir à faire dans huit mois le même article sur l'Italie. (p. 11 et 12)

■ Et puis, la fête. Sur les terrasses de Meudon, toutes les conditions seront réunies, si le ciel est avec nous, pour confirmer le succès du week-end de l'an passé à Colombes. (p. 16) Cette fête, ce sera autre chose que ce que promettent les marchands de loisirs qui défigurent les paysages de France et contre lesquels les agriculteurs ont également de bonnes raisons de se battre. TS a réuni un dossier sur ce thème afin que par comparaison vous vous sentiez encore mieux à la fête de Meudon !... (p. 14 et 15)

Jacques GALLUS ■

## et s'il

**E**t s'il fallait réaliser l'autogestion ? S'il fallait en faire non plus un projet de société, un débouché politique aux luttes de contrôle ouvrier et populaire, mais la base même d'une transformation d'une société ? S'il fallait s'atteler concrètement aux contradictions d'une société en transition vers le socialisme : les rapports marchands, le mode de production, la fonction de l'Etat, les rapports entre la planification centrale et les cellules de base de l'autogestion, la politique vis-à-vis des régions et des minorités nationales ?

Peut-être alors, ce jour-là, la gauche française serait-elle amenée à regarder avec plus d'attention, non plus le mythe yougoslave, mais l'expérience concrète qui s'y déroule. A ce titre, les débats provoqués par la tenue du 10<sup>e</sup> congrès de la Ligue des Communistes Yougoslaves nous sont particulièrement précieux. Car il ne s'agit pas, là-bas, de rêver sur une société future, mais d'affronter et de surmonter les contradictions considérables d'une société de transition.

Pour une part, les problèmes que rencontre la Yougoslavie lui sont spécifiques. Elles tiennent à sa filiation indirecte mais réelle avec le mouvement communiste international marqué par le stalinisme. Elles se fondent sur le caractère particulièrement aigu du problème des nationalités. Elles naissent d'une économie au départ sous-développée.

## DECOUVERTE ET CULTURE Loisirs

94 rue Notre-Dame des Champs  
Paris 75006

☎ 325 00 09 633 77 78

● ANGLETERRE : 6 au 28 juillet  
Londres — Hampton — Canterbury — Bath  
— Stratford — Birmingham — Liverpool —  
Wakefield — Coventry —

Rencontres avec les syndicats et les travailleurs des mines, du secteur automobile, des militants politiques, minorités ethniques, shop stewards.

● ITALIE — trois circuits en coopération avec le P'dup :  
— du 5 au 20 juillet, du 1<sup>er</sup> au 16 septembre (circuit du Nord)  
— du 21 juillet au 6 août (circuit du Sud)

Rencontres avec la gauche révolutionnaire italienne et des militants syndicalistes, problèmes régionaux, unité ouvriers-paysans.

● ET ENCORE des séjours et circuits en Suède, Algérie, Yougoslavie, Albanie, Roumanie, Mexique, Pérou, Argentine, Yémen du Sud, Palestine, USA, Inde.

Bulletin à renvoyer pour recevoir notre brochure  
nom \_\_\_\_\_ prénom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_  
ville et code postal \_\_\_\_\_ département \_\_\_\_\_

# fallait réaliser l'autogestion ?

Mais à côté de ces problèmes spécifiques, il est frappant de constater le nombre des questions qui nous sont communes. Comment éviter que l'autogestion ne favorise la création d'une couche sociale technocratique fondant son pouvoir sur le savoir et la compétence ? Comment articuler la définition des choix prioritaires qui s'imposent à toute la société et le pouvoir de délibération et de décision des communautés locales et régionales ?

## questions communes

Comment faire que l'autogestion constitue la base d'une lutte contre la division sociale du travail au lieu de l'entériner en inversant simplement les rapports de pouvoir au sein d'institutions inchangées ? Comment remettre en cause les rapports marchands sans recourir à un système administratif bureaucratique et policier ? Autant de questions qu'il nous faudra aborder beaucoup plus précisément et plus rapidement que nous le pensons et sur lesquelles l'expérience yougoslave fournit des indications capitales.

Un point me semble central dans l'évolution marquée par l'adoption de la nouvelle constitution et les débats du 10e Congrès de la Ligue des Communistes. Il s'agit de concevoir l'autogestion comme constitutive d'un nouveau mode de pro-

duction et pas seulement comme une perspective de transformation des rapports sociaux. C'est sur cette base que peut se définir le concept de « propriété sociale » et apparaître une alternative aussi bien au mode de production capitaliste qu'au mode de production socialiste étatique.

Contrairement à une certaine image donnée par la presse, nous n'assistons pas à une sorte de mouvement pendulaire : le retour au centralisme, à la réaffirmation du rôle de la Ligue et de la classe ouvrière après les risques de technocratie, de spontanéisme ou d'égoïsme d'entreprise. Il s'agit au contraire de s'appuyer sur un développement beaucoup plus important de l'autogestion en donnant aux travailleurs des possibilités de contrôle plus vaste pour éviter la constitution de centres de décision autonomes qui, telles les banques au cours de ces dernières années, finissaient par disposer d'un pouvoir considérable par le jeu du contrôle des crédits et investissements.

## prendre le pouvoir

Il s'agit aussi de s'attaquer au maintien de la division sociale du travail en créant des communautés d'intérêts qui dépassent le cadre d'une autogestion pratiquée séparément dans l'entreprise, dans

la ville, dans l'école. Le problème n'est donc pas seulement de définir une liaison base-sommet, mais d'articuler les différentes fonctions qu'est amenée à accomplir un individu ou une collectivité, qu'il s'agisse de la production, de la consommation, de la formation, de l'habitat.

Nous reviendrons prochainement dans TS sur les caractéristiques de cette expérience, les difficultés qu'elle rencontre, les questions que nous avons posées à nos camarades yougoslaves. Mais ce qui est pour nous essentiel à l'heure où les forces autogestionnaires se battent pour gagner la bataille du pouvoir et non pour gérer un espace politique, c'est l'obligation de s'affronter à ces questions.

Car soyons clairs : si une restructuration du mouvement ouvrier permet de donner au socialisme autogestionnaire une chance de victoire faisant de ce courant une force dominante du mouvement ouvrier, et non un simple appoint critique de la gauche, ce ne sera pas une fin mais un début. Nous n'avons pas pour vocation de parler de révolution mais de la faire. C'est sans doute là ce qui nous distingue aujourd'hui d'une extrême gauche qui est prête à tout sauf à une chose : prendre le pouvoir.

Gérard FERAN



**Voyons  
Camarades, ne poussez pas !  
Il faut laisser de la place aux quelques  
hésitants qui n'ont pas encore souscrit :**

**CCP PSU PARIS  
140 20 44**

**tribune**  
PSU **socialiste**

Directeur politique : Gérard FERAN.

Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.

Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.

Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37  
9, rue Borromée - 75015 PARIS  
Publicité : Régie Information  
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE : joindre la dernière bande avec 2F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

## poudre aux yeux et dure réalité

**Lorsque Karl Marx lança sa fameuse apostrophe « Où est la liberté pour un chômeur américain ? », il mettait l'accent sur le caractère formel du libéralisme bourgeois et opposait fortement ce qu'on appelle « la démocratie formelle » et la « démocratie réelle ». M. Giscard d'Estaing vient d'administrer la preuve — et il continuera probablement cette démonstration — que cette distinction fondamentale était toujours profondément vraie.**

**E**n réalité, il vient de signifier aux yeux de tous que, si habile soit-il, un pouvoir représentant les classes dominantes, la bourgeoisie, ne peut échapper à ses origines de classe, à son contenu de classe. En affirmant coup sur coup un renouveau libéral au niveau des libertés formelles, puis un tour de vis économique sévère et qui sera ressenti comme tel par les salariés, il a marqué la continuité des gouvernements bourgeois au cours de l'histoire. Ce n'est pas qu'il ait donné un coup de barre à gauche (les libertés) puis un coup de barre à droite (le plan d'austérité), non : c'est que ces deux séries de mesures, exactement complémentaires, ne se situent absolument pas sur le même plan : l'un est celui des apparences, l'autre celui des réalités.

### technicien des apparences

M. Giscard d'Estaing est un technicien des apparences — voire des apparitions — (pull over, marche à pied sur les Champs-Élysées, DS sans chauffeur, suppression des écoutes... si elles existent, statut de l'opposition) aux prises avec une réalité terriblement têtue. Pour affronter cette dernière, sur laquelle son gouvernement fondamentalement conservateur ne peut rien céder, il a fallu que la marionnette s'agite préalablement et prépare le public à un choc violent, en lui administrant beaucoup de poudre aux yeux. Les semaines qui viennent diront s'il a tenu son pari, ce pari que la bourgeoisie unanime lui a demandé de tenir parce qu'il était le seul, en terme « d'image », à pouvoir le faire.

En effet, quelle est la situation de la bourgeoisie actuellement en France ? Elle vient de surmonter, avec difficultés, certes, sa crise de direction et elle a franchement opté pour un style différent du précédent. A l'Etat-UDR aux re-

lens de trafic et de flicaille parallèle, à la toute puissance des appareils issus de mai 1958 et de la crise algérienne, il substitue le gouvernement du centre (lisez la droite libérale) et d'une technocratie élitiste. Non pas que, dans l'ombre, certaines forces troubles n'attendent une revanche, qu'elles ont d'ores et déjà prise en partie d'ailleurs (anciens de Vichy, groupes fascistes, certains services de police) mais ces forces, qui ont été probablement déterminantes pour l'élection de Giscard, vont être priées de se mettre au moins provisoirement en sourdine.

Ces gens-là, d'ailleurs, il n'est pas d'usage de trop les montrer : les possédants aiment non pas à les voir, mais à savoir qu'ils sont là, prêts à les défendre. Non. Ce que la bourgeoisie attend de l'équipe Giscard, et d'un gouvernement entièrement à sa dévotion, c'est un autre style, moins heurté, moins cassant avec l'opposition, avec la classe politique : que la politique redevienne une sorte de compétition sportive où le vaincu — la gauche, bien entendu, toujours, sinon où irait-on ? — tombe avec les honneurs, et même quelques applaudissements.

L'éditorial d'Henri Amouroux dans *France-Soir* et les louanges adressées à François Mitterrand, l'éloge au « concurrent malheureux » dans le premier message présidentiel, allaient dans ce sens, de même que le fameux « statut de l'opposition » proposé à la gauche : comme ce serait agréable si la gauche acceptait de se laisser momifier et empoussiérer de la sorte, et si l'on pouvait désamorcer ces passions funestes qu'a soulevées la récente campagne électorale ! Comme tout serait plus simple si les socialistes, ces incorrigibles, voulaient bien recommencer la troisième force ! Comme cela aurait aidé le président à mettre à

mort — définitivement — une UDR déjà à genoux, mais cependant encore indispensable à l'actuelle majorité présidentielle.

### à l'américaine

Alors, ce fut l'ouverture : ouverture formelle, que d'en finir avec ce protocole désuet pour se rapprocher du peuple (lequel ?) sur les Champs-Élysées, ouverture formelle, que de ridiculiser l'UDR avec un Chirac, Lecanuet et Abelin, et le coup de grâce Servan-Schreiber, alors que les précités avaient depuis longtemps rejoint le camp de la droite ; ouverture purement formelle enfin que de proposer la suppression d'écoutes téléphoniques dont on disait auparavant qu'elles n'existaient pas, que de permettre l'injure envers le Président, que de souhaiter d'autres rapports avec l'opposition.

Pourtant, cette patiente stratégie vers une image de marque « à l'américaine » n'est ni nulle, ni neutre : elle est l'expression de ce que la droite, en ce moment, pense qu'il est nécessaire de faire pour consolider une trop courte victoire, et pour amadouer une opinion publique qui sait confusément que les remous économiques et monétaires vont bientôt la traumatiser... Apparaître comme le Président de tous, restaurer un climat des libertés formelles, tel est l'objectif : il est à craindre que cette poudre aux yeux jetée d'un coup et par surprise n'ait un certain effet : tout le problème, pour Giscard et pour le régime, est de surprendre, et sans contrôle.

Mais voilà : on n'échappe pas à ses échéances. Celles de Giscard d'Estaing s'appellent « majorité actuelle », « situation économique et sociale ». A la première correspond le gouvernement

Chirac, nouveau à demi, et qui oscille entre la provocation et la main passée dans le dos à la majorité ancienne : une seule certitude, c'est que le cabinet sera présidentiel : dans une certaine mesure, c'est la fin de la dyarchie au sommet (président au-dessus des partis et des problèmes — premier ministre devant se coller avec la réalité) et un grand risque pris par Giscard : il prendra tout de plein fouet, et il faut que la droite ait bien confiance en son habileté à casser la gauche pour le laisser ainsi exposé.

Dans le remaniement, Lecanuet, Abelin, Servan Schreiber, Durafour, c'est la forme et cela seul compte. Galley, Chirac, Poniaowski, les technocrates style Fourcade ou Haby, c'est la réalité et le fond : la vie continue ; le mariage risque de n'être pas heureux.

### deux chiffres alarmants

Les secondes échéances touchent, on l'a dit, aux problèmes économiques et sociaux : et deux chiffres alarmants ont fourni la toile de fond des débuts de « l'ère nouvelle » : prix + 1,6 % en avril, déficit commercial : 30 milliards de francs. Un autre événement a frappé : le licenciement de 700 salariés chez Chrysler, une multinationale, comme par hasard.

Et le Président, qui avait le choix entre deux politiques possibles — compte tenu de ses promesses électorales — à savoir la fuite en avant inflationniste et le coup de frein brutal à l'expansion, a choisi. Disons, tout de suite que, comme d'habitude, ce grand empirique a laissé les événements choisir pour lui : et notamment une visite de Schmidt qui a révélé le poids considérable de l'Allemagne, sur notre économie ; il dépend en effet d'elle (emprunts extérieurs) que l'économie française passe le cap d'échanges commerciaux singulièrement déficitaires. Mais Schmidt exige, en contre-partie, qu'une action européenne vigoureuse soit entreprise contre l'inflation ; cela oblige la France éternelle — mais oui — à s'aligner : l'indépendance nationale a de ces servitudes !...

Daniel LENEGRE ■



Chirac, Ponia, Asquer, JJ-SS et Jarrot : déjà couchés.



## le fou du roi

**Juin 1970. — Une petite ville ouvrière de la vallée de la Moselle. La campagne électorale pour l'élection partielle vient de commencer. Servan-Schreiber affronte pour la première fois un auditoire « prolétaire ». Il y a un monde fou. « On n'avait pas vu ça depuis 36 ». Mais on va voir.**

Les responsables syndicalistes du coin ont préparé la réunion. Il s'agit d'apporter une contradiction argumentée, nourrie de faits et de chiffres. Effectivement devant une salle composée à 80 ou 90 % d'ouvriers spécialisés et professionnels de la métallurgie, les « copains du syndicat » énumèrent : les conditions de travail, les cadences, le paternalisme d'un autre siècle et surtout le montant de la retraite, et « c'est avec ces patrons-là qui vous soutiennent que vous voulez changer, réformer, faire plus pour la Lorraine ? Répondez-nous ! ».

Servan-Schreiber est petit de taille, il le sait et en use avec adresse. A demi-assis sur la table, devant la foule qui attend ce que va dire « le J.J. », il n'élève pas la voix, il annonce l'ère nouvelle. En substance : « les patrons d'ici font leur travail, mais ils le font mal. Vous en êtes restés au 19<sup>e</sup> siècle. Les salaires, les cadences, les conditions de travail, tout cela c'est vrai. Vous avez raison. Mais c'est parce que les syndicats sont trop faibles, pas assez combattifs. C'est votre faute à vous les

responsables syndicalistes. Au lieu de vous attarder aux idéologies du passé, comprenez donc ce qui se passe aujourd'hui, etc, etc ». Tonnerre d'applaudissements, on conspu les syndicalistes, on fait un triomphe au patron de choc.

Quelques jours plus tard, ce sera encore plus beau. Un patron, membre du comité de soutien du grand homme, vient de licencier sans préavis un ouvrier pour une broûtille. A la réunion du soir, c'est le point que soulèvent les syndicalistes. On assiste alors à cette scène incroyable : Servan-Schreiber, à 10 h. du soir, fait chercher ce monsieur pour qu'il s'explique. Il arrive et argumente avec les syndicalistes tandis que le peuple et son nouveau guide écoutent.

Finalement, le patron reconnaît qu'il a été un peu rapide ; demain il annulera ce licenciement. « Voilà comment il faut régler les problèmes » conclut le futur député et futur ministre.

Il a fallu plus de 3 ans pour remonter le courant. Le directeur de « l'Express » avait dé-

pensé dans la seule 1<sup>ère</sup> circonscription de Nancy à peu près la même somme que celle utilisée pour la récente campagne présidentielle de Mitterrand.

Mais, contrairement à ce qu'on a trop souvent dit ou écrit, ce n'est pas seulement l'argent et le marketing électoral qui l'ont fait élire, c'est surtout sa capacité à prendre l'adversaire à contre-pied, et à donner de « l'effet » au ballon, comme on dit au foot-ball.

La force politique d'un homme ne dépend cependant que très secondairement de ses qualités personnelles. Servan-Schreiber a représenté et continue à représenter à un degré moindre qu'à la belle époque du Manifeste Radical, un patronat néo-libéral et moderniste. Fruit de sciences sociales anglo-saxonnes et surtout américaines, ce patronat, et les cadres supérieurs qui le servent, ne veut connaître que des faits. Son idéologie est celle de l'égalité des chances, de la mobilité sociale et économique, du changement.

Physiquement parlant, l'homme Servan-Schreiber est une caricature de cette idéologie. Mais comme toute caricature, les traits vrais sont accusés mais non pas faux. On dit en Lorraine qu'il a « la bougeotte » : voyages continuels, si possible impromptus, sautellement d'idées, floraison de projets, toujours lancés, jamais réalisés, volontarisme tendu à abolir les durées et les

distances, à alléger les pesanteurs, sens aigü du « fait exemplaire ».

Mais les lois économiques et sociales sont dures. Elles ramènent le chien, éternellement jeune et fou, à la niche. Ce n'est pas parce qu'il habite à Nancy un bel immeuble du 18<sup>e</sup> siècle, rue du Haut Bourgeois, qu'il y a trouvé sa « niche écologique » comme dirait René Dumont. Non, le lieu de repli, où il est chez lui, au centre de son territoire, c'est « l'Express », comme patron et comme journaliste. Partout ailleurs, il est en chasse, à la recherche de proies, inintéressantes dès que conquises.

Ainsi en a-t-il été du parti radical, de la députation, de dix autres choses. En sera-t-il de même du poste ministériel que lui a valu son tardif engagement ? On peut parier sans prendre de risque. Dans ce gouvernement d'hommes de glace, voici un animal à sang chaud, prudemment cantonné dans un enclos où ne se trouve aucun des leviers de commande.

Unis non seulement par la peur de la gauche, mais surtout par la peur du peuple, voici ceux qui sont nos maîtres. Parmi eux, le fou du roi. Il a droit à toutes les audaces puisqu'elles ne portent pas à conséquence. Mais il est bien difficile de faire rire quand la peur fait son office.

Charles FABROLLE ■

# SYROS A LA FÊTE

● Au stand Syros, à la fête, vous rencontrerez beaucoup de monde...

● en souscription : 13 F au lieu de 18

## L'enfer des pompiers

par Jean-Jacques Lubrina  
— commandes : 9, rue Borromée 75015  
Paris - C.C.P. 19 706.27 Paris

Edouard Depreux, Michel Rocard, Yvan Craipeau, Philippe Brachet, André Barjonet, Bernard Jaumont et Daniel Lenègre, le collectif Chili, Jean-Jacques Lubrina, Michèle Manceaux, seront présents et signeront leurs livres parus chez Syros et ailleurs.

Des prix à tout casser... des bouquins à gogo — il est prudent de prévoir une remorque à votre vélo... ou votre voiture !

15 et 16 juin, la grande fête du bouquin chez Syros !

## FRANCHE-COMTE :

### les bons patrons

En Franche-Comté il n'y a que de bons patrons. C'est connu. Alors pourquoi s'enquiquiner avec des syndicats, des délégués et tous ces machins qui empêchent de dormir tranquille ?

Tenez à Dôle : « A la Ménagère » c'est une maison sans histoire, où le patron a le souci de chacun. Sauf qu'il avait oublié d'augmenter les salaires depuis plus d'un an... Alors une section CFDT se crée. Elle lutte et contraint la direction à des concessions importantes. Elle n'aime pas ça la direction... Elle annonce que son service après vente est déficitaire : celui où se trouvent la plupart des militants CFDT. On forcera le responsable à démissionner et le patron retrouve la tranquillité. Il n'y a plus de syndicat.

Dôle c'est aussi le célèbre Magyar. On se souvient que l'année dernière cet homme avait tout fait pour repousser l'implantation syndicale et l'élection de délégués. Echec. Les élections auront lieu mais les travailleurs devront faire deux mois et demi de grèves pour que Magyar consente à écouter les délégués.

Malgré sa condamnation Magyar ne se dégonfle pas. Il accuse maintenant la CFDT d'être une entrave à la liberté du travail. « Jamais aucun dialogue ne pourra s'engager entre eux et

moi » affirme publiquement ce patron de combat.

**L'ordre** — Il y a encore cette affaire de quatre colleurs d'affiches qui en août dernier se sont fait arrêter alors qu'ils collaient pour Lip. Ils doivent être jugés cette semaine au cours d'un procès qui ne devrait pas avoir lieu puisqu'il existe une loi sur la liberté d'expression, y compris avec des affiches. Et puis quatre autres militants ont eu droit à 50 F d'amende chacun pour avoir distribué des tracts. Puisqu'on vous dit que l'ordre règne à Dôle.

A l'usine SOLVAY on était plus souple ; plus vicieux ; on reconnaît les syndicats. Mais quand il y a une grève il n'est pas question de discuter avec les O.S. On sait réquisitionner les travailleurs, envoyer les huissiers, pratiquer le lock out, mettre à pied ou licencier les travailleurs. Et voilà que maintenant la CFDT devient majoritaire au comité d'entreprise ; le comble ! Jusque-là c'était bon enfant... Alors on prend les devants. On signale que désormais le secrétaire du C.E. aura 20 heures de délégation ; pas plus que

les autres... Et le secrétaire en question n'en fait qu'à sa tête : il prend autant d'heures qu'il en a besoin... Ça finira mal tout ça.

On sait également y faire dans l'enseignement. A Lons-le-Saunier un certain René Colin, professeur d'histoire-géo, a été muté du jour au lendemain sans explication. En fait, il avait commis l'erreur d'être candidat P.S. aux dernières législatives et battu de 300 voix par le député sortant Feit, républicain indépendant. Ça ne lui a pas servi de leçon. En janvier dernier Colin a pris la tête d'un comité s'opposant à la fermeture d'une ligne de chemin de fer. Ça lui a valu cette remarque de l'inspecteur d'Académie : « je suis votre supérieur hiérarchique, je vous rappelle à l'obligation de réserve ». Silence dans les rangs !

**La fin du bon temps** — On pourrait multiplier les faits plus mesquins les uns que les autres. Dans une conférence de presse, la semaine dernière, l'Union régionale CFDT a voulu attirer l'attention sur la répression anti-syndicale en Franche-Comté. Elle se développe surtout depuis l'affaire Lip. C'est signé que le bon temps est fini pour les patrons. La CFDT note que « l'aggravation de la répression, c'est la riposte d'un

patronat rendu inquiet par les actions des travailleurs, c'est aussi la riposte d'hommes politiques dont la base électorale et la crédibilité sont de plus en plus ébranlées dans le Pays, le Jura et la Franche-Comté se classant dans une situation identique.

« C'est enfin la riposte d'un patronat et d'un pouvoir politique qui s'inquiètent de ce que les travailleurs découvrent que leur volonté de blocage et de refus est en fin de compte politique : Elle manifeste leur volonté de conserver les choses dans leur état et dans leur organisation actuels, avec tous les privilèges et les abus qui en découlent.

« C'est pourquoi, les atteintes aux libertés syndicales vont de pair avec les atteintes aux libertés politiques. L'autoritarisme, les risques d'une évolution vers la fascisation sont aujourd'hui, tant au plan politique que syndical, la menace N° 1, celle devant laquelle la lutte doit être renforcée dans l'unité la plus large.

« C'est pourquoi nous devons réagir de toute notre force. En chaque lieu où les libertés sont atteintes, nous devons agir avec vigueur.

Jacques FERLUS ■

### imposer le contrôle ouvrier

Nos camarades de Dole ont réagi aux tentatives d'inquisition patronale par un imprimé dont voici un extrait :

« Les patrons n'aiment pas l'affichage dit d'opinion (également appelé « affichage sauvage »), sauf quand il lui faut imposer la sienne (d'opinion !) : n'est-ce pas les comités de soutien aux candidatures de Giscard et de Chaban ?

... sauf quand ils achètent et nous imposent leurs immenses panneaux publicitaires !

Alors, messieurs de la police, qui avez inculpé quatre de nos camarades du comité de soutien à Lip-Magyar, pourquoi ne pourchasser, pourquoi n'inculper que ceux qui ont pris fait et cause pour la libération de la classe ouvrière ?

Pourquoi ne vous inculpez-vous pas vous-même pour « collage sur le domaine public » ? Pourquoi n'inculpez-vous pas tous ceux qui ont collé pour Magyar, Chaban, Giscard ?

Participant au comité de défense des libertés, nous, PSU,

nous imposerons le respect de la loi concernant la liberté d'expression (loi de 1881 citée au tribunal) acquise par les luttes des travailleurs.

(...)

Les patrons n'aiment pas que dans les colonnes de ses journaux on y parle des luttes des travailleurs. Ils ont conçu leur presse pour qu'on y parle beaucoup des notables, des inaugurations (surtout quand c'est pour leur prestige) avec un peu de social, genre remise de décorations... C'est pourquoi ils ont fait mettre à la porte, à Dole, deux journalistes. Ceux-ci ont eu le malheur de trop rendre compte dans les colonnes des Dépêches des luttes des travailleurs, et d'avoir les cheveux longs !

Mais aujourd'hui, les patrons veulent faire payer aux militants syndicalistes la grève dure de l'été dernier.

Face à un patronat qui ne respecte même pas la légalité qu'il nous impose, nous devons imposer le contrôle ouvrier et populaire.

### ● Bidegain a des problèmes (suite)

Après les ennuis à Romans, suite à ses promesses non respectées, c'est l'usine Tachon de Bordeaux qui donne du souci à José Bidegain.

**Les faits :** Le 21 janvier 74, on annonce au comité d'entreprise qu'une restructuration est prévue. Les travailleurs savent ce que cela veut dire, Lip n'est pas oublié... aussi, inscrivent-ils « garantie de l'emploi » sur le cahier de revendications.

Mars 74, les travailleurs se mettent en grève sur des questions de salaire. Une entrevue a lieu entre les délégués syndicaux, M. Poibland (secrétaire de Bidegain) et M. Tachon (PDG de l'usine girondine). Les patrons demandent aux travailleurs de reprendre le travail : « C'est une question de vie ou de mort pour l'entreprise » affirment-ils. De plus, quand les patrons ont peur, ils ne sont pas

avares de promesses... « Il n'y aura pas de licenciements... »

Les travailleurs reprennent le travail. Et voilà qu'en pleine campagne électorale, une liste de 109 licenciés est annoncée (3 cadres, 9 employés de bureau et 97 ouvriers). Parmi eux, des syndicalistes, des jeunes, des femmes, des « cas sociaux ». En effet, l'entreprise emploie des handicapés physiques (sourds-muets, etc.). Le patronat parle de reclasser les travailleurs « dans la région ». Cela veut dire : déclassement, déplacement à Langon, Agen...

Mais les travailleurs n'ont pas l'intention de se laisser faire ; depuis le 27 mai, ils occupent l'usine. Ils savent qu'ils ont à faire à un patron de combat qui, au nom de la rentabilisation, du profit, de « l'efficacité » n'hésite pas à sacrifier les travailleurs. Ils savent qu'il ne cédera pas facilement et que de toute façon, il ne tient pas ses promesses (l'exemple de Romans-Salamander est là pour leur rappeler). Ils savent que la lutte sera dure et longue. Ils sont conscients que plus que jamais, ils ont besoin du soutien de tous les travailleurs, de toutes les organisations syndicales et politiques.

Corresp. ■

### ● Licenciements agricoles en chaîne

A la CAPAVEC, groupement de producteurs de viande dans le Calvados, qui emploie 11 salariés, un technicien vient d'être licencié : il a reproduit dans un compte-rendu de réunion des opinions émises par les agricul-

tiers, opinions désagréables pour la direction.

De la même façon que nous nous élevions (TS n° 620) contre le licenciement d'une famille de petits paysans par le Crédit Agricole, nous ne pouvons accepter aujourd'hui que les administrateurs d'une coopérative décident arbitrairement d'éliminer les travailleurs qui ne leur sont pas totalement soumis.

## attente et méfiance

L'heure est à l'innovation présidentielle. Marche à pied et complet veston confinent les fastes de la République à la démocratie de l'accordéon. Facile à réaliser dans le domaine du protocole, cette politique de l'apparence aura-t-elle également cours en économie ? Celle-ci connaît des réalités qu'il est difficile de manier sans toucher à de puissants intérêts. Et pourtant la gauche serait bien avisée de se méfier de son nouvel adversaire ; voici pourquoi.

La composition du gouvernement Chirac était à peine connue qu'un des principaux leaders socialistes la commentait en ces termes : « M. Giscard d'Estaing a violé la constitution car c'est lui qui a formé le gouvernement et non pas le Premier ministre ».

Si la lutte contre le pouvoir s'engage de cette façon, il ne fait aucun doute qu'elle sera perdue. Si la gauche se bat avec des arguments de la troisième République contre un régime de nature présidentielle approuvé par la quasi unanimité du pays, elle perdra toujours. Au vu de ce mauvais départ, il y a tout à craindre que la gauche se trompe d'adversaire dans la période délicate qui s'annonce. Il est en effet de plus en plus clair que M. Giscard d'Estaing va prendre en politique institutionnelle comme en politique économique des initiatives qui iront dans le sens de ce que souhaite la gauche ; au nombre de celles-ci, on pourrait citer par exemple la réduction de la durée du mandat présidentiel à cinq ans, l'accroissement de la fiscalité sur certaines opérations financières de nature spéculative, ou le lancement d'un grand emprunt.

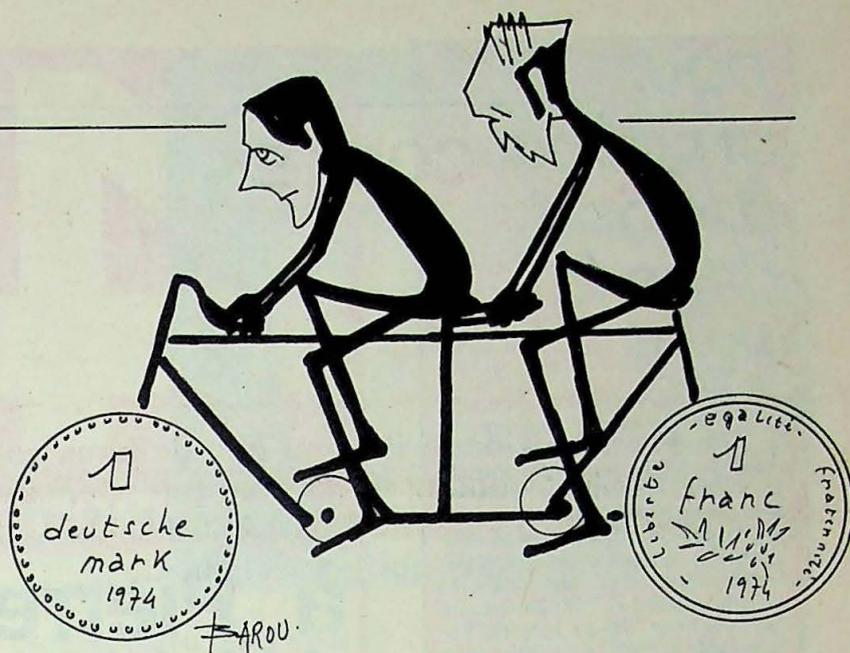
Plus que jamais il conviendra que les forces socialistes ne se laissent pas prendre de vitesse par le pouvoir, comme elles le furent trop souvent sous de Gaulle. Cela signifie la nécessité vitale du dynamisme et du réalisme dans le projet de société dont la gauche est porteuse.

### les promesses

La situation économique de la France à long terme reste bien sûr la même que celle d'avant les élections. Les années qui vien-

nent sont celles du choix entre le modèle de développement américain avec accélération de la concentration des entreprises et un modèle de socialisme à la française où une planification souple s'allierait aux premiers pas de l'autogestion. Les dernières élections ont été le premier rendez-vous, manqué, des forces populaires avec ce choix. Il y en aura d'autres et c'est ceux-là qu'il faut désormais préparer en gardant en toile de fond la volonté de la coalition conservatrice-libérale au pouvoir de faire à terme la politique du capital. Personne ne peut dire pour le moment si cette politique se manifesterait brutalement ; on aurait plutôt tendance à penser qu'à court terme M. Giscard d'Estaing est capable d'engager les réformes ou les mesures qu'il a promises pendant la campagne et dont il est bon de rappeler ici les principales afin qu'elles ne soient pas oubliées : **le SMIC à 1 200 F, le minimum vieillesse à 20 F par jour, la majoration du prix des heures supplémentaires et la diminution de la durée maximum de travail hebdomadaire, la croissance des bas salaires deux fois plus rapide que celle des plus hauts revenus, le maintien pendant un an du salaire des travailleurs victimes d'un licenciement collectif, la garantie de progression du pouvoir d'achat des allocations familiales.**

Si ces mesures sont engagées rapidement, elles entraîneront à coup sûr une croissance des revenus consommables ; or l'ouverture des frontières est une donnée sur laquelle il n'est pas possible de revenir et c'est pourquoi la croissance de la consommation peut poser problème dans la conjoncture présente. C'est en effet d'investissements dont l'économie française a besoin pour pouvoir répondre au gonflement de la demande extérieure sans créer sur le marché intérieur une pénurie génératrice d'inflation. Par ailleurs, cette capacité de l'industrie française à répon-



dre à cette demande étrangère est bien évidemment une variable fondamentale de l'équation du commerce extérieur qu'il s'agit de résoudre. La résorption du déséquilibre, évalué aujourd'hui à 30 milliards de francs pour 1974, causé par l'inflation pétrolière passe par là.

### les chances de Giscard

Est-ce à dire que le gouvernement ne prendra pas le risque d'appuyer sur la pédale de l'inflation par la demande de consommation intérieure au moment où les investissements n'ont jamais été aussi nécessaires, quitte à se déjuger de ses promesses électorales ? Ce n'est pas à exclure mais l'examen attentif de la conjoncture montre que celle-ci aide plutôt M. Giscard d'Estaing à réaliser ses promesses.

Cette conjoncture est marquée par trois éléments favorisant la politique Giscard : la baisse de la consommation intérieure aux mois d'avril et mai par rapport aux semaines folles de janvier et février qui avaient connu de véritables achats spéculatifs et ce que les économistes appellent un mouvement de fuite devant la monnaie ; la proximité des vacances ajoute à cette perspective de ralentissement de la consommation. Le second élément de cette conjoncture est la reprise économique qui s'amorce chez nos partenaires du Marché commun et qui va contribuer à éloigner le climat dépressionniste que l'on a craint un moment.

Le troisième élément enfin est l'arrêt du mouvement de hausse des prix des matières premières ; l'indice Reuter qui indique une moyenne des cours de ces produits est passé du plafond 1480 à la fin février à 1320 aujourd'hui. Il n'est pas possible de dire si ces marchés des matières premières, fortement influencés par les mouvements spéculatifs, sont sur la voie d'une désinflation prolongée mais pour le moment leur

tendance est renversée par rapport aux mois précédents.

Dans ces conditions favorables, on imagine que le président de la République saisira la chance qui s'offre à lui pour amorcer la réalisation de ses promesses tout en s'efforçant de contenir l'inflation, notamment en encourageant l'épargne. Il est vrai qu'outre le chômage et l'inflation, le pouvoir de la bourgeoisie choisira plutôt d'accepter l'inflation car celle-ci lui a jusqu'à présent profité en dévaluant le coût du crédit et en permettant d'importantes hausses nominales de salaires pour acheter la paix sociale.

Mais il est un moment où l'inflation atteint un point tel que l'investissement lui-même est compromis par l'incertitude qui pèse sur l'avenir monétaire ; lorsqu'on arrive à ce seuil — et n'y est-on pas aujourd'hui ? — l'intérêt du capital est à la déflation et au chômage. Bien que cette menace ne soit pas la plus probable pour la rentrée d'automne (on ne parle plus du million de chômeurs comme on le faisait au pire de la crise pétrolière) elle n'est pas à exclure ; il faut attendre de connaître le contenu précis de l'accord conclu entre MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ainsi que celui du plan d'action que le gouvernement doit présenter le 12 juin pour en juger.

L'habileté du gouvernement serait de tenir apparemment la part égale entre une politique de stagnation du pouvoir d'achat des travailleurs et des mesures spectaculaires, mais limitées, à l'encontre des revenus du capital ; on parle par exemple d'une éventuelle imposition des plus-values d'opération sur les valeurs mobilières. Chacun sait que la Bourse ne fournit qu'une très petite part du financement du capital français ; une telle mesure n'aurait donc bien sûr aucun effet économique anti-capitaliste ! Mais, prenons-y garde, l'intoxication psychologique giscardienne ne s'arrêtera pas au footing sur les Champs-Élysées.

## pour un débat de fond dans le Parti

Certains camarades ont reproché à TS sa « position » durant la campagne électorale. Des reproches analogues nous seront sans doute adressés sur le contenu des numéros succédant à la dernière DPN. C'est oublier que Tribune Socialiste en tant qu'organe du PSU développe les positions fixées majoritairement par le Parti. A ce titre, nous l'avons souvent dit, il ne joue pas le rôle d'un bulletin interne. La difficulté, chacun le sait, vient du caractère encore trop limité dans sa diffusion de ce bulletin qu'est « PSU Information » comme instrument de débat.

C'est la raison pour laquelle des moyens exceptionnels doivent être pris lorsque le PSU a à faire face à des enjeux importants. Aussi, outre le numéro de « PSU Information », un numéro spécial de Tribune Socialiste consacré au débat sur les propositions de la dernière DPN sera réalisé et diffusé dans tout le Parti.

Nous rappelons par ailleurs qu'un certain nombre d'échéances ont été proposées par le Bureau national pour faire avancer ce débat :

— une réunion des secrétaires fédéraux le 23 juin ;

— une réunion de la DPN convoquée pour les 29 et 30 juin. Cette DPN aura à fixer si le Congrès ordinaire doit être avancé ou précédé d'un conseil national ordinaire ou d'un congrès extraordinaire et ce, en tout état de cause, avant que ne se tiennent des échéances du type « rencontre des forces socialistes », ou « assises de toute la gauche ».

Un tel calendrier n'a donc rien à voir avec une volonté bureaucratique prêtée au Bureau national de faire ratifier après coup par un congrès un processus échappant au débat et au contrôle du Parti.

Même si l'on est en désaccord avec les objectifs proposés par la dernière DPN, on peut au moins reconnaître qu'une perspective de restructuration du mouvement ouvrier suppose précisément le développement d'un débat et d'une dynamique de masse à l'intérieur du PSU, de la CFDT et de l'ensemble du courant autogestionnaire. Encore faut-il pour que ce débat ait un sens, savoir tout simplement si cette perspective ouverte par la DPN est possible et par conséquent interroger sur cette base le Parti socialiste, la CFDT et les organisations du CLAS.

Car un débat n'a de sens que s'il est fondé sur des propositions stratégiques réalisables et non sur de simples hypothèses. Tel est le sens du calendrier proposé par un Bureau national qui s'est davantage caractérisé au cours de ces dernières années par la volonté d'ouvrir des débats importants dans le Parti, de l'autogestion à l'unité populaire, que par le désir de les masquer ou de les bloquer.

G.F. ■

# 4

## questions à Pierre Héritier

Une restructuration du mouvement ouvrier n'a de sens que si elle s'appuie sur l'acquis des luttes sociales menées depuis 1968. C'est pourquoi nous avons demandé à Pierre Héritier, l'un des responsables CFDT de la région Rhône-Alpes, membre du Bureau national de la Confédération ; et représentatif de ce que l'on a coutume d'appeler la « gauche syndicale », de nous expliquer sa position sur les échéances qui sont celles du mouvement ouvrier après la campagne présidentielle.

1 — Les travailleurs avaient placé beaucoup d'espoir dans une victoire de François Mitterrand. C'est Giscard le nouveau président... Dans une situation économique difficile, face à un nouveau pouvoir qui ne peut qu'accroître le caractère de classe du régime, comment penses-tu que va se caractériser la situation sur le terrain de la lutte sociale dans les semaines et les mois qui viennent ?

— Pierre Héritier : Il est toujours difficile de faire un pronostic sur un automne chaud ou sur un printemps social, mais je pense qu'aujourd'hui les conditions favorables à un développement des luttes sociales existent. D'abord la détermination des conditions de travail et de vie des travailleurs (pouvoir d'achat, conditions de travail, licenciements collectifs, etc.) ensuite la consolidation de l'unité d'action

réalisée au travers de la campagne présidentielle ; enfin, le niveau de mobilisation réalisé à l'occasion de cette campagne : la dynamique politique peut se reporter sur le terrain des luttes sociales.

Des conflits ? Il y en avait déjà pas mal au début du printemps, dans la période qui a précédé le décès de Georges Pompidou. Les raisons qui étaient à l'origine de

ces conflits n'ont pas disparu au cours de la campagne électorale... Un gouvernement de gauche aurait pu leur apporter des réponses satisfaisantes. Giscard se trouve maintenant en face de cette situation, et en face des promesses qu'il a faites au cours de la campagne.

Cette situation ne s'est pas améliorée. Par exemple :

— la hausse des prix poursuit son escalade à un rythme de 17 % l'an ;

— l'inflation que nous connaissons en France est stimulée par celle que l'on rencontre dans de nombreux pays capitalistes (Japon, Italie etc.)

— la hausse des tarifs pétroliers provoque une hémorragie de devises et un déficit des échanges que l'on tentera de compenser par des exportations (usines clés en mains, armement etc.)

Autrement dit, le pouvoir d'achat des travailleurs va en prendre un coup ! Les cadences de travail, par contre, ne vont pas diminuer : le patronat tentera de dégager une accumulation nouvelle de capital pour réaliser ses objectifs d'exportation. Les problèmes d'emplois ne vont pas s'améliorer pour autant. Il faut s'attendre à des licenciements collectifs et à des fermetures d'entreprises.

Dans un tel contexte, tout gouvernement de droite est désarmé, car il ne peut s'attaquer à des réformes de structures... ni prendre

## pourquoi j'adhère

**Le PSU n'a pas pour habitude de faire du tapage autour de ses adhésions. Si cette semaine, et sans doute dans les numéros qui viendront, nous décidons de leur accorder une place particulière, c'est que par leurs motivations autant que par leur nombre, elles sont significatives de la période que nous vivons. Ce qui paraissait un paradoxe il y a moins d'un an, devient aujourd'hui une évidence dans l'esprit de ceux qui adhèrent au PSU : l'unité populaire, la restructuration des forces socialistes et le renforcement du courant autogestionnaire animé notamment par le PSU sont des objectifs profondément liés et dépendants les uns des autres.**

Adhésion ? Pouah ! quel vilain mot quand on l'inspecte ! Et quelle mauvaise représentation donne-t-il de ces premiers pas vers une organisation politique, hésitants plus souvent qu'ils ne sont adhésifs encore : « Allo comment faire pour rentrer en contact avec le PSU ? »... « Dis-donc, j'aimerais vous connaître davantage... », « le PSU ouais, ça me tente ».

Se brancher, transformer la sympathie vague (Ah de combien de vaguement PSU la France est peuplée !) en alliances connectives, voilà en fin de compte le moment important de l'affaire, le gué politique. Faute de passeurs ça se termine souvent — hélas — à vau l'eau.

En face, du côté de la bourgeoisie, ça s'organise et ça organise. En groupements de toutes sortes autour des pôles secondaires

de la vie sociale : environnement, consommation, tourisme, gymnastique et arts martiaux, clubs de réflexion du genre Perspectives et réalité, clubs d'accueil pour « classes moyennes », Lions'Club et autres Rotary, etc.

### colle invisible

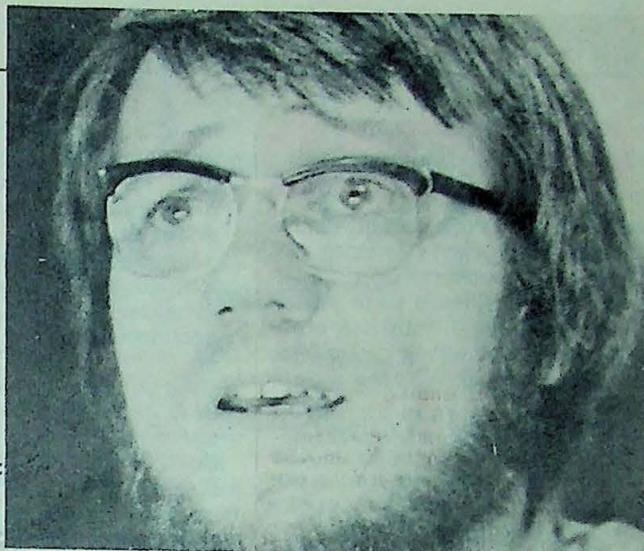
L'éclatement des rapports sociaux traditionnels qui se reproduisaient en privé dans la sphère familiale, la rupture des espaces-temps qui rythmaient cette vie familiale imposent à la bourgeoisie et à ses appareils une rénovation idéologique sans précédent qui doit trouver une base matérielle dans des secteurs pacifiants, neutralisés, en apparence sans rapport avec la lutte des classes.

Est-ce que ça va prendre cette colle invisible ? Est-ce que le

des mesures qui mettraient en cause la situation privilégiée des couches sociales qu'il représente. La lutte contre l'inflation, quand elle est menée par un gouvernement de droite, conduit généralement au blocage officiel ou officieux des salaires, à la montée du chômage, etc. En définitive c'est toujours sur le dos des travailleurs que le capitalisme tente

de régler ses difficultés et ses contradictions.

Les raisons de mécontentement ne manquent pas. A nous de créer les conditions pour le faire éclater. Je ne crois pas que cela puisse se faire avant les congés, mais c'est tout de suite qu'il faut préparer la rentrée.



Pierre Héritier : ne pas se laisser marginaliser.

## 2 Un des principaux écueils sur lesquels butte le mouvement ouvrier depuis longtemps est la question de la jonction entre les luttes sociales et le débouché politique de ces luttes. Comment vois-tu l'avenir sur ce problème capital pour la gauche ?

— P.H. : Je crois avoir en partie répondu en disant que la mobilisation politique réalisée dans le cadre de l'union des forces populaires pour le soutien du candidat unique de la gauche pouvait, à notre avis, se transférer sur le terrain des actions revendicatives. L'avancée politique peut entraîner une dynamique sociale.

Le développement des luttes sociales et la construction d'une alternative politique constituent deux objectifs complémentaires qui loin de se concurrencer, s'épaulent mutuellement : sans débouché politique, les luttes sociales se limitent à un niveau purement revendicatif, parfois même catégoriel. Leur radicalisation ne doit pas faire illusion. Des conflits très durs ne sont pas forcément des conflits dirigés contre le capitalisme. Certains pays capitalistes s'accrochent

fort bien de mouvement revendicatifs vigoureux.

L'absence d'alternative politique crédible a freiné le développement et la généralisation des luttes. Les travailleurs, surtout dans les secteurs les plus politisés, hésitent à se lancer dans une bataille dont ils ne voyaient pas l'issue. C'est une des leçons de l'échec politique de mai 68.

Nous avons bien senti ce type de réaction dans la région stéphanoise où il y a eu plusieurs « printemps chauds » qui s'annonçaient bien et qui n'ont finalement été que de « grandes flambées » passagères.

A l'inverse l'avancée politique actuelle constitue bien le prolongement des luttes sociales menées ces dernières années. Depuis mai 68, le nombre et la vigueur des luttes sociales ont très

certainement contribué à la réalisation de l'union des forces populaires. Depuis 68, une chose s'est imposée clairement : c'est que la seule alternative au régime ne peut qu'être une alternative de gauche ouvrant la voie au socialisme. Sinon comment expliquer l'échec du Chaban-Delorsisme ? Comment expliquer l'Union de la gauche et l'impossibilité d'une 3ème force ?

Les luttes sociales — comme l'élection présidentielle de 74 — traduisent avec une netteté de plus en plus grande une situation d'affrontement de classe. Désormais sur le terrain politique, sur le terrain des luttes, il y a deux camps face à face. D'où la nécessité pour nous de renforcer la cohésion et l'unité à l'intérieur du camp dans lequel nous nous trouvons.

## 3 — On assiste, au lendemain de la campagne électorale, à une série d'initiatives et de prises de position d'un certain nombre de forces politiques — PS et PSU notamment — qui semblent converger dans le sens d'une volonté commune de profiter de l'élan de cette campagne pour mener un effort de clarification, d'approfondissement, voire de regroupement des forces socialistes. Le BN de la CFDT vient d'apporter à ces initiatives un soutien de poids. Quelle est ton opinion sur la situation ainsi créée ?

— P.H. : La mobilisation suscitée par la candidature unique de la gauche, l'impact de la campa-

gne menée avec dynamisme par François Mitterrand, le caractère d'affrontement entre la gauche et

# au PSU

tissu adhésif idéologique from USA va se renforcer ?

C'est à partir de ces questions de fond qu'il faut préciser une stratégie de renforcement, d'élargissement, de branchements multiples.

La représentation bourgeoise de la politique oscille entre la discussion filandreuse type café du commerce et l'acétisme pisse froid des missionnaires laïcs. Elle craint par-dessus tout que s'opèrent les jonctions dynamiques et ravageuses pour elles entre fractions de classes isolées qu'elle préfère traiter une à une ; problèmes du travail et problème hors travail qu'elle voudrait confier à des gestionnaires de contradictions distinctes ; or le seul instrument de cette jonction, elle sait bien que c'est l'action politique.

Aussi, convient-il de ne pas donner crédit à l'image qu'elle

propage de cette action, en considérant l'élargissement du PSU comme une activité normale, vitale, permanente de lutte contre les regroupements idéologiques dominants. Pour ce faire, l'imagination n'entame pas forcément la rigueur, et l'humour est quelquefois une garantie contre le formalisme desséchant du rituel initiatique. Tout nouveau venu est un élément de jonction dans le processus lutte-unification ; à vivre récemment pour une deuxième fois le rituel initiatique au PSU à quelques années de distance, j'ai pu mesurer combien cette opération était considérée comme adjacente et secondaire...

### dans les deux sens

Je crains fort que la conjoncture de l'élection présidentielle n'explique pas toute cette attitude... et cette crainte n'est pas

psychologique (« Ah que cela serait mieux avec de la chaleur ! » encore que cela soit vrai !) mais politique : je suis persuadé qu'un nouveau venu, du point de vue de la jonction, de la lutte contre l'enfermement dogmatique, donne des indications sur le rayonnement du Parti ; il est souvent l'indice d'un courant, la maille d'un réseau ; il peut, en fonction de sa profession, et très vite quelquefois, apporter autant que recevoir ; bref, je pense qu'il y a dans toute adhésion un branchement dans les deux sens à faire.

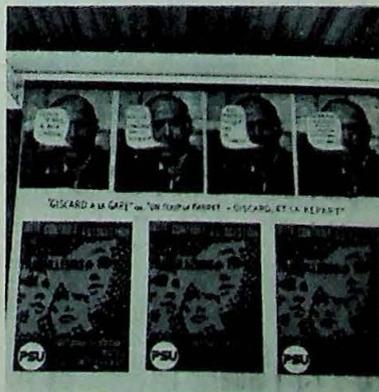
Aujourd'hui, alors que vont s'aiguiser sous des formes sans doute nouvelles, plus insidieuses ici, plus brutales là, les luttes politiques et idéologiques, la capacité d'entraînement du PSU est déterminante. Les sections et groupes qui fonctionnent sur le modèle du cercle et où se règlent des querelles byzantines à mots couverts éloignent forcément les nouveaux venus qui attendent des sections qu'elles assurent à leur niveau un rôle de capteur des mouvements sociaux en cours, une fonction d'intelligence collective des contradictions présentes, un rôle d'émetteur politique d'informations éclairées par la lutte

des classes, une fonction de pédagogie critique à la fois radicale et tolérante.

A moyen terme c'est toute la conception de l'action politique qui devrait être réfléchie à la lumière de l'extension des rapports sociaux capitalistes jusque et y compris dans la vie sociale de quartier.

A court terme, c'est armer tout militant de la formule de Gramsci : « un groupe politique n'est pas un réceptacle qui enserme, c'est un phare qui polarise ».

Y.H. ■



## 4 questions à Pierre Héritier

la droite au cours de cette campagne, tous ces éléments ont créé un mouvement de politisation des travailleurs sans précédent. Après le 2<sup>e</sup> tour, les réactions que nous avons recueillies, font ressortir deux idées essentielles :

1<sup>o</sup>) La nécessité de maintenir et de consolider la dynamique unitaire qui a permis aux forces populaires de réaliser un succès historique, malgré la disproportion des moyens d'information et de propagande. La « peur » éprouvée par le patronat et les forces réactionnaires permet de mesurer l'importance de ce succès. Cette unité s'est manifestée surtout au 2<sup>e</sup> tour, un peu tardivement à notre avis, pour faire d'un succès une victoire décisive pour le mouvement ouvrier.

2<sup>o</sup>) L'espoir de voir se constituer un grand parti socialiste « à la chilienne », capable d'adopter et de tenir des positions de classe, bien implanté sur les lieux de production et disposant d'un potentiel militant suffisant pour participer activement et manière permanente à la lutte anticapitaliste.

Actuellement, aucun des partis qui font référence au socia-

lisme autogestionnaire ne remplit totalement ces conditions, d'où l'idée de favoriser le regroupement, sur des bases politiques claires, des organisations politiques et des militants qui luttent contre le capitalisme pour instaurer un socialisme autogestionnaire.

Cette idée, de restructuration de la gauche est partagée par de nombreux militants de la CFDT, du PS et du PSU. Pour ma part j'y souscris tout à fait si un certain nombre de conditions sont remplies. Une forte majorité de la cfdt, dans la région Rhône-Alpes, partage ce point de vue. Je crois que cette restructuration permettra à des milliers de militants, syndicalistes ou non, qui se sont mobilisés dans cette campagne de prolonger cette mobilisation de manière durable dans un parti.

Il y a une occasion historique à saisir pour modifier la situation dans laquelle nous sommes enfoncés depuis des dizaines d'années : l'appel lancé par François Mitterrand, celui du PSU et la position du Bureau national de la CFDT permettent de penser qu'il existe un courant très large pour ne pas laisser passer cette chance historique.

servés sur le Programme commun, nous avons souligné l'importance de l'accord entre le PC et le PS qui a marqué une rupture avec toute une pratique de type social-démocrate. L'accord entre le PS et le PC, c'est le verrou tiré derrière les opérations du type 3<sup>e</sup> force. La campagne présidentielle a confirmé, renforcé et enrichi cette orientation par l'élargissement de l'union des forces populaires. Il faut maintenir et consolider cet acquis, indispensable pour ouvrir la voie à une transition au socialisme.

b) — La nécessité de distinguer avec rigueur le projet de société et le programme de gouvernement. Le premier indique la direction à suivre. Le second indique clairement s'il y a ou non volonté d'attaquer le capitalisme et c'est dans ce sens qu'il faut apprécier comme décisif le programme de nationalisations et qu'il faut poser le problème de la prise en mains et de la transformation de l'appareil d'Etat. Sans cela, la bourgeoisie pourrait bien s'accommoder d'un passage de la gauche au pouvoir...

Ce n'est pas par hasard que les courants « modernistes » sont généralement critiqués à l'égard des nationalisations et qu'ils sous-estiment la nature de classe de l'appareil d'Etat. Il ne faudrait pas qu'un discours révolutionnaire sur le long terme camoufle des choix réformistes au moment décisif de la victoire de la gauche.

La droite, elle, ne s'y trompe pas : l'alliance avec le PC, la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie, le soutien populaire, constituent pour elle, les critères qui lui permettent d'apprécier le danger que représente pour le capitalisme une victoire des forces de gauche.

Dans une note de réflexion que nous avons faite dans la région Rhône-Alpes, nous avons défini quatre axes décisifs d'une transition au socialisme autogestionnaire ;

— la prise en mains de l'appareil d'Etat ;  
— l'expropriation des grandes entreprises capitalistes ;  
— la maîtrise de l'économie et son orientation vers un nouveau mode de vie ;  
— la remise en cause de la division sociale du travail.

c) — La priorité donnée au développement du futur parti sur les lieux de production. C'est en fonction de sa composition sociale en effet que se définira en dernière analyse l'orientation de la nouvelle organisation. Le risque d'une déviation vers le réformisme moderniste peut seulement être évité si le poids politique des derniers et des travailleurs de l'industrie devient déterminant grâce notamment à l'engagement massif de syndicalistes de la C.f.d.t. et de la C.g.t.

Dans ces conditions, c'est être révolutionnaire que de faire des choix en fonction de la situation objective dans laquelle nous nous trouvons. N'oublions pas que le pire des pièges que nous tend la bourgeoisie sur le terrain de la lutte politique, c'est de se laisser marginaliser.

La restructuration de la gauche socialiste, c'est une réponse à la situation actuelle. C'est aussi une étape qui peut, peut-être, créer les conditions à plus long terme de nouveaux dépassements.

**Ed. SYROS :**  
**L'Etat-patron**  
**de Philippe Brachet**  
**270 p. 20 francs.**

## 4 — Tu as parlé de « conditions à remplir » pour réaliser cette opération. Que veux-tu dire par là ? Est-ce que cela sous-entend que les initiatives prises dans le sens d'une restructuration de la gauche comportent aussi des risques ?

— P.H. : Je crois qu'il faut bien analyser les données d'une restructuration de la gauche socialiste et ne pas se cacher les risques qu'elle pourrait comporter. Mais après analyse, je pense qu'il faut prendre un risque calculé et c'est ici qu'interviennent les con-

ditions à remplir. J'en vois au moins trois :

a) — La constitution d'une grande force socialiste doit être menée de front avec le renforcement de l'union de la gauche. Même si nous avons fait des ré-

## pourquoi j'adhère au PSU

### deux de la 5e

**M**arie-Louise, secrétaire, et Dominique, étudiante salariée, toutes deux militantes de la 5e section de Paris depuis quelques semaines, ont répondu à nos questions.

#### ● Pourquoi avez-vous pris contact avec le P.S.U. ?

— **Dominique** : après une expérience malheureuse dans un groupe trotskiste, un an de réflexion où la lutte des travailleurs de LIP a pesé lourd, le P.C. étant trop

autoritaire, les groupes gauchistes confus, j'ai décidé tout naturellement de rejoindre le P.S.U.

#### ● Et le P.S. ?

— **Dominique** : c'est vrai, je n'y avais pas pensé.

— **Marie-Louise** : moi non plus ; je n'ai jamais été attirée par le P.S. Son impact essentiellement électoral ne correspond pas à ce que je recherche. J'ai été attirée par le P.S.U. parce qu'il donne des perspectives aux luttes des travailleurs. Et pour moi, l'aspect autogestionnaire est essentiel parce qu'il implique un changement total des structures de la société.

#### ● Vous êtes au P.S.U. depuis environ 2 mois. Que pensez-

#### vous de la vie du parti vue de l'intérieur ?

— **Dominique** : dans l'ensemble, le fonctionnement me paraît relativement démocratique, l'information circule bien (bulletin de liaison, de section, bulletin fédéral « Liaison Socialiste », A.G. des militants de la Région parisienne). Cependant, on ressent un manque de liaisons avec le Bureau national : j'ai été étonnée, en venant de mon organisation trotskiste (c'est un des seuls points positifs que j'y trouvais) de ne pas recevoir un véritable bulletin interne comportant des tribunes libres.

— **Marie-Louise** : effectivement, si une démocratie à la base existe bien au P.S.U., si les structures ne semblent pas autoritaires, il faut souligner que, pour ma première expérience, les présidentielles de 1974, bien que la

démocratie formelle ait été respectée, j'ai eu le sentiment que les choses étaient un peu décidées d'avance, qu'on nous avait un peu forcé la main.

#### ● Quelles sont maintenant vos perspectives ?

— **Marie-Louise** : il y a une situation politique nouvelle ouverte par les présidentielles. Elle mérite réflexion. Mais, ce qu'il faut, c'est réfléchir collectivement et démocratiquement.

— **Dominique** : oui, collectivement, c'est très important. Il faut éviter à tout prix les accords d'appareil. Il faut absolument que le P.S.U. se donne les moyens d'un débat large et démocratique. Personnellement, je défendrai le Manifeste de Toulouse, qui représente les acquis du P.S.U., et qui m'y a fait rentrer.

## ITALIE : une vaste opération anti-ouvrière

**7 morts et une centaine de blessés pendant une manifestation syndicale anti-fasciste à Brescia, le terrorisme fasciste ne désarme pas. Alors qu'on attendait un certain découragement dans l'extrême-droite italienne après la défaite sévère qu'elle vient de subir au référendum sur le divorce, il semble que la victoire des forces démocratiques ait encore stimulé sa violence. On découvre peu à peu un gigantesque plan de terreur qui devait se dérouler tout au long du mois de mai et dont la bombe de Brescia n'était qu'un élément.**

Le plan « **Stella** » prévoyait une série de mesures, en particulier : tir à la mitrailleuse contre des défilés de travailleurs à Milan ; l'assaut de casernes de carabinieri ; pose de bombes sur des trains de voyageurs ; attentat contre des barrages et des sièges de partis de gauche ; enfin, assassinat du président de la République, toutes actions qui devaient conduire à la prise du pouvoir par l'armée et l'installation d'un régime de style athénien, juridiquement appelé « présidentiel ».

La presse la plus modérée, jusqu'ici attachée à la vieille fable officielle des « **deux extrémismes opposés** » fait mine de découvrir avec effroi le très lourd bilan du terrorisme fasciste depuis 1968. En effet, il ne fait plus de doute pour personne aujourd'hui que la bombe de Milan de 1969 (qui fit 16 morts), la mort de Feltrinelli et l'assassinat du commissaire Calabresi en 1972, l'attentat contre le commissariat central de Milan l'année suivante, sont le fait d'organisations fascistes (le premier réflexe de la police était d'accuser systématiquement des anarchistes).

On peut ensuite émettre de sérieux doutes sur le caractère révolutionnaire des « **Brigades Rouges** » qui avaient enlevé le juge Sossi il y a quelques semaines ; leur caractère provocateur semble se confirmer. Et les tentatives de coup d'Etat ne sont pas une nouveauté : affaire des services secrets en 1964, complot de Valerio Borghese (ancien dirigeant de la république de Salò) pendant l'automne chaud, complot de la « **Rose des Vents** » récemment découvert auquel seraient mêlés officiers supérieurs et milieux de l'OTAN.

Depuis 6 ans aucun effort n'a été épargné par le MSI et ses alliés (1) pour briser par le chantage et la peur le mouvement ouvrier et progressiste ; mais celui-ci — et les immenses manifestations de Rome, Milan, Gênes, Turin, les grèves absolument totales au lendemain du dernier massacre,

les 500 000 personnes à l'enterrement des victimes de Brescia, le prouvent suffisamment — n'entend pas subir le fascisme sans réaction.

### de multiples appuis

Mais le problème est plus vaste et ne se limite pas à l'action — aussi sanglante soit-elle — des groupuscules nazis. En réalité le fascisme dispose de multiples appuis dans l'appareil d'Etat (police, carabinieri, officiers de l'armée, une partie de la magistrature — on sait que des pressions ont été exercées de façon continue pour détourner les enquêtes sur les attentats vers les « rouges », ainsi dans la scandaleuse affaire Valpreda) et au sein du parti hégémonique, la Démocratie chrétienne. L'alliance de cette dernière avec le MSI pour le référendum n'était pas le fruit du hasard.

Les complicités dont bénéficient les fascistes ne se limitent pas à la droite italienne, l'appui de certaines forces de l'OTAN — nous l'avons vu — et du régime grec ne fait guère de doute. Les dernières déclarations du gouvernement s'engageant à lutter contre la « violence noire » doivent être prises avec scepticisme, outre que les nouveaux services de police antiterroristes pourraient se retourner brusquement contre le mouvement ouvrier si celui-ci entend sortir de la voie sage que le centre-gauche lui assigne.

En effet, au-delà de la lutte antifasciste, les forces socialistes et

révolutionnaires italiennes doivent faire face à une vaste opération de la bourgeoisie tendant à annuler les conquêtes sociales de l'automne chaud et de ses suites. L'occasion est fournie par l'état de crise actuelle de l'économie de la péninsule : très forte hausse des prix, fuite massive des capitaux, déséquilibre accentué de la balance des paiements.

Et le remède proposé par l'industrie et les partis centristes se situe à deux niveaux : politique économique de déflation sauvage, et gouvernement d'union nationale que l'on baptisera d'union « **antifasciste** » et qui regrouperait toutes les forces politiques à l'exclusion du MSI, c'est-à-dire des libéraux au Parti communiste.

Le dernier rapport de Guido Carli, gouverneur de la Banque d'Italie, propose sur un ton dramatique de réduire brutalement la consommation interne par la restriction draconienne du crédit et un tour de vis fiscal (direct et indirect) qui s'appliquerait à l'ensemble des revenus (alors que les syndicats demandent que les salariés les plus pauvres en soient exemptés). Carli a même été jusqu'à préconiser une modification du système d'échelle mobile qui est considéré par la classe ouvrière comme un moyen de défense de son pouvoir d'achat.

Les déclarations de G. Agnelli, patron de Fiat, et nouveau leader du patronat italien vont dans le même sens : il s'agit de mettre sur pied un « **pacte social** ». Les conséquences en sont connues : offensive contre le niveau de vie de la classe ouvrière, et risques aggravés de chômage.

Les réactions des syndicats ont été immédiates : il n'est pas question d'accepter cette politique au nom du chantage au péril économique ; le coût de la politique des revenus dans toutes les économies capitalistes a toujours été supporté par les salariés. Les grands syndicats n'acceptent une aggravation de la fiscalité que pour les revenus les plus élevés et entendent se battre pour la défense de l'emploi, en particulier dans le midi qui est frappé en

première ligne par une politique déflationniste. Mais la volonté de lutte de la base syndicale ne risque-t-elle pas d'être trahie par l'appareil dirigeant des organisations syndicales qui subira les pressions des partis au pouvoir ? (On assiste depuis quelques mois à un recul de l'autonomie syndicale et à une offensive de la Démocratie chrétienne et du centre-gauche pour retrouver un impact sur les syndicats).

Au sein même de la CGIL, proche du Parti communiste, le débat est engagé et on peut se demander si la volonté de son secrétaire, Luciano Lama, de modifier le « **cadre politique actuel** » ne risque pas de conduire à l'acceptation d'une politique de revenus plus ou moins camouflée en échange d'une participation du PCI aux organes du pouvoir.

Au niveau des partis de gauche le débat est aussi ouvert. La direction du PCI qui n'abandonne pas le projet de « **compromis historique** » a été sur le point d'accepter de passer un accord avec le centre-gauche, même si la participation directe au gouvernement a été repoussée ; de toute façon la majorité du comité central du PCI paraît envisager avec sérénité une trêve sociale au nom de la défense large de l'antifascisme.

Seule la gauche du PCI, essentiellement appuyée par la **Gauche Syndicale** (2) et les groupes du **Manifesto** ou de **Lotta continua**, restent hostiles à l'idée d'une trêve sociale. Pour eux le véritable combat antifasciste ne peut passer que par le renforcement de la classe ouvrière, l'affirmation de son pouvoir à tous les niveaux de la société au moyen des conseils d'usine et de zone, et la lutte contre le bloc politique dominant, avant tout contre la démocratie chrétienne. La trêve sociale et la politique des revenus, si elles étaient imposées, seraient à leurs yeux, la preuve que le chantage patronal et la terreur fasciste sont payants et ce serait donc une immense défaite pour le mouvement ouvrier européen, dont la fraction italienne est depuis quelques années la pointe la plus avancée.

Jean-Claude BAUVET ■

(1) Le MSI (Mouvement Social Italien) pratique un double jeu = façade légaliste, honorable, qui lui permettra de bénéficier de l'argent du peuple italien selon la nouvelle loi de financement des partis (4 milliards et demi de lires de prime au terrorisme) et façade couvrant le fascisme le plus authentique : lorsqu'une émule de Hitler a quelques ennuis avec la police, il tente de se faire élire député MSI.

(2) Métallurgie - chimie - textile - alimentation.



La bombe de Brescia : inscrite dans le plan de terreur.

## CHILI huit mois déjà...



Librairie TS :  
brochure Chili 1970 - 1973  
un peuple en lutte  
8 F franco

Pinochet à Chuquicamata :  
quel « front anti-dictature » ?

Présente à Paris la semaine dernière, Hortensia Bussi de Allende, veuve du président chilien a eu l'occasion de chiffrer, en quelque sorte, le bilan des huit premiers mois du régime fasciste : plus de 30 000 morts, 40 000 prisonniers, 6 camps de concentration, 20 000 expulsés des universités, 250 000 sans emplois. A quoi s'ajoute une hausse du coup de la vie dépassant 1 800 %. Car il faut bien — entre autres — financer l'indemnisation des compagnies de cuivre yankees... De notre côté, nous avons reçu d'un camarade du MAPU (Mouvement unitaire d'action populaire) une lettre dans laquelle il dresse lui aussi, en tant que militant révolutionnaire, un bilan de ces huit mois de fascisme. Bilan qui en même temps et non sans lucidité, définit les perspectives et les limites de l'action à mener.

Après huit mois de dictature militaire, le couvre feu est maintenu sur tout le pays. Le général Arellano, chef de l'armée à Santiago, un des généraux les plus brutaux, s'adressant aux journalistes, a déclaré : « la sécurité de la population implique que la nuit soit sous notre contrôle. Parce que les rendez-vous clandestins ont lieu et les brochures politiques circulent et la nuit est l'alliée de l'extrémisme ».

Cela veut dire que l'armée tient tous les pouvoirs à sa merci, que la justice s'administre selon le code militaire, que les libertés et droits civiques sont mis au rencart ainsi que la constitution. L'« ennemi », a précisé le « fiscal » de la Force de l'Air du Chili (FACH), c'est le MAPU, le MIR, le PS et le PC » (Ercilla, 30 avril 1974). Les partis politiques restent « en congé », malgré l'avis contraire du parti démocrate-chrétien. La CUT (Centrale unique des travailleurs), n'existe plus. L'inflation est en hausse vertigineuse.

### deux tendances

A l'intérieur de la junte, la discussion principale à propos de l'économie, c'est de savoir quel sera le rôle de l'Etat à l'égard de la libre concurrence. Il y a au moins deux tendances : une représentant ceux dont les revenus dépendent des appareils de l'Etat, et donc de la puissance de l'Etat, d'où leur intérêt à lui faire jouer un rôle déterminant sur l'ensemble de l'économie nationale ; l'autre tendance émane de ceux dont la base économique se situe dans

la propriété privée des moyens de production et de distribution, et qui veulent tirer les choses du côté des intérêts privés par la voie d'une libre concurrence.

La première tendance peut rallier autour d'elle le secteur représenté par les petits propriétaires — qui, aujourd'hui comme hier, par l'effet même de la logique du système capitaliste sont victimes d'une économie monopolisée par le grand capital — et les cadres supérieurs de la bureaucratie d'Etat et de l'armée. C'est le projet politico-économique fasciste.

La seconde tendance représente le projet politique d'une dictature réactionnaire qui met la force politique et militaire au service de l'accumulation capitaliste classique, c'est-à-dire la concentration et l'expropriation économiques des ressources de capital, et l'exploitation au maximum de la force de travail de la classe ouvrière.

A côté de cela, il faut considérer la prise de position de la hiérarchie catholique, qui a fini par se prononcer contre la violence et l'absence de démocratie ; selon certains, cette démarche de l'Eglise s'explique de la façon suivante : la tendance démocrate-chrétienne s'est imposée dans la hiérarchie afin de donner ainsi une possibilité d'action politique au Parti démocrate. L'objectif serait idéologique et viserait à réintroduire dans le cadre de la Démocratie chrétienne tous ces secteurs populaires qui ont évolué à gauche par la force des événements après le putsch.

Ce qui pourrait s'expliquer en considération des faiblesses organiques de la gauche, et surtout de l'avant-garde prolétaire révolutionnaire, à faire entendre aujourd'hui ses propositions politiques au niveau des masses. Dans cette hypothèse, les conditions peuvent évoluer vers un rassemblement de la lutte démocratique autour du pôle « centro-réformiste ».

### contradictions

Au niveau économique, l'impérialisme américain donne tout son soutien à la dictature dans tous les organismes internationaux. Mais, d'une part, il n'est pas suffisant et, d'autre part, il augmente la dépendance économique du Chili. Idéologiquement, au niveau international, la dictature est faible. Et nous devons tout faire pour accroître cette faiblesse. C'est vrai que dans le rapport général de la lutte de classes au Chili, depuis le 11 septembre, c'est la bourgeoisie qui est hégémonique dans le sens littéral du mot. Mais l'analyse de la situation concrète de la dictature, d'après le dernier document d'analyse de la Commission politique du MAPU, de mars 1974, expose les quatre grandes difficultés que la dictature militaire rencontre dans les domaines économique, politique et international. Et si l'ennemi est hégémonique par la force des armes, il n'en est pas moins neutralisé, et même paralysé, d'abord par ses contradictions économiques (que faire ? ; quels moyens employer ? ; quels intérêts favoriser ?) ; ensuite par ses contradictions politiques (la guerre intérieure jusqu'à quand ? quelles alliances conclure, quelle organisation d'Etat se donner ? quelle organisation du travail et sociale développer ? comment sauvegarder le professionnalisme de l'armée ? quels rapports établir entre l'armée et l'organisation civile de l'Etat et de la société en général ?) et finalement par ses contradictions idéologiques (quelle mobilisation idéologique développer ? ; opposition entre esprit de caserne et vie culturelle ; quelles idées doivent être dominantes dans l'analyse de la société ?, etc.).

Rendre plus vive ces contradictions est l'objectif immédiat de la gauche chilienne dans son ensemble, afin de bâtir un front anti-dictature. Ce front représente pour la stratégie révolutionnaire du MAPU la première action politique à mener dans le cadre d'une phase tactique. C'est donc dans ces termes que se pose la question des alliances et du contenu politique anti-capitaliste et anti-impérialiste de cette action. Pour exprimer les choses d'une façon assez simplifiée, disons que pour le MAPU l'alternative est socialisme ou fascisme, c'est-à-dire que la question du pouvoir de classe ne se déplace pas du centre de notre lutte ; mais que dans cette phase tactique, il faut rassembler ceux pour qui l'alternative est fascisme ou démocratie sur l'objectif tactique de renversement de la dictature militaire.

Cela pose, il est vrai, le problème de la construction de l'avant-garde révolutionnaire, et de son hégémonie au sein de ce front. Mais dans cette affaire, il n'y a pas d'étapes juxtaposées, c'est un ensemble où s'enchevêtrent les tâches à réaliser. En conséquence, la construction de l'avant-garde révolutionnaire, à partir de toutes les tendances révolutionnaires qui se sont épanouies à l'occasion du processus de l'Unité populaire, aussi bien que leur hégémonie politique à l'intérieur du front, sont tous deux des objectifs à accomplir dans la pratique même de la lutte contre la dictature militaire.

### lutte idéologique

Aussi important que l'objectif précédent, est la détermination correcte des différentes phases de la lutte dans le cadre d'une seule perspective stratégique, le socialisme. Et de savoir faire la combinaison adéquate des formes différentes de luttes dans chaque phase. Mais sans lutte armée, il n'y a pas de révolution possible : preuve à la main, la chute du gouvernement populaire. Donc, organisation, mobilisation et armée populaires est notre mot d'ordre politique.

Dans ce cadre-là, nous avons toute la volonté de mener une sérieuse lutte idéologique dans la gauche, contre toutes les faiblesses idéologiques que nous avons connues pendant le gouvernement populaire, et qui ont mis en déroute beaucoup de décisions tactiques et stratégiques. Critique et autocritique du passé font partie de cette lutte idéologique.

XXX ■

Suppression des écoutes :

## libération d'un insoumis

**B**runo Héral, insoumis, dont le procès en février dernier avait percé le mur de silence qui entoure généralement ces « affaires », a été libéré le 30 mai dernier après sept mois de prison, dans l'attente d'une réforme. Libération à suspense. Le comité de soutien, qui attendait Bruno à la porte de Fresnes à 7 heures du matin, a pu constater comment celui-ci était littéralement enlevé dans un fourgon et transféré à la caserne Duplex, qu'on avait transformé en forteresse imprenable dans la crainte d'on ne sait quel assaut. A quatre heures de l'après-midi, l'otage était relâché.

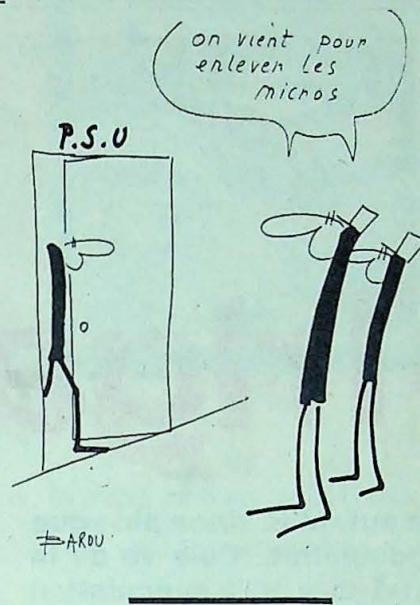
D'abord menacé d'une inculpation pour refus d'obéissance par un officier de justice militaire, puis de 60 jours d'arrêt de rigueur par un colonel expéditif, Bruno Héral a terminé la journée devant un médecin « humaniste » qui lui a principalement expliqué que l'armée ne l'estimait pas rentable pour la défense du pays.

Dans une conférence de presse organisée le soir même par le comité de soutien et le Mouvement d'action judiciaire, J.J. de Félice a souligné que Bruno Héral était à sa connaissance le premier insoumis libéré sans nouvelle inculpation pour refus d'obéissance, et que de ce fait, un précédent était créé.

De là à dire que s'ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de l'insoumission, il y a un pas qu'on aurait tort de franchir trop vite. En effet, la capacité de résistance de Bruno Héral, la largeur de son combat qui a touché les milieux les plus divers, les solidarités actives qui se sont tissées autour de lui en dehors de limites traditionnellement repérées par les autorités ont joué un rôle capital dans sa libération. Autrement dit, il n'y aura de nouvelle victoire sur ce terrain que si, autour des insoumis, s'opèrent des rassemblements de plus en plus amples ; que si ces rassemblements osent poser le problème de l'insoumission non seulement en termes de liberté individuelle mais encore d'affrontement politique.

Dans le cadre de la même conférence de presse, les parents d'Alain Véniat sont venus présenter et soutenir publiquement la lutte de leur fils, insoumis au système des prisons comme il l'est à l'asservissement militaire. Alain Véniat a entrepris une grève de la nourriture pénitentiaire ; le directeur de l'hôpital a refusé aux parents du prisonnier la possibilité d'introduire leur propre nourriture, pourtant prescrite par un médecin extérieur. Son procès a lieu le vendredi 7 juin, à 13 h 30 devant le tribunal permanent des forces armées, rue de Reuilly, Paris 12e. Ne le laissons pas seul.

Philippe IVERNEL,  
membre du comité de soutien  
Bruno Héral - PSU 12e ■



## ● téléphone

Dans le dernier numéro de TS, on pouvait lire que les 13 000 salariés de l'entreprise de transport Colas ont occupé les locaux de l'EGCC (entreprise téléphonique). Les camarades de l'EGCC nous ont alors fait justement remarquer qu'on ne saisit pas bien le rapport entre les transports routiers et le téléphone et que de plus, le siège de l'EGCC ayant dix mètres carrés, on voit mal comment 13 000 personnes auraient pu y tenir !... Nos excuses donc pour le vent de folie qui a dû perturber nos papiers au moment d'imprimer cet article. La vérité est que les 480 salariés de l'EGCC — presque tous immigrés — ne sont plus payés depuis avril et se sont mis en grève. Le patron reste invisible mais menace par lettre de licencier les travailleurs si la grève continue.

## ● les morts de Chézy

Le 23 janvier 1974, 16 jeunes soldats en opération de commando sont fauchés par un train sous le tunnel de Chézy : 8 morts, 3 blessés. La commission d'enquête populaire qui s'est constituée à la suite de cet « accident » vient de publier son bilan qui est aussi un réquisitoire.

Commission d'enquête populaire sur les morts de Chézy — Ed. Maspéro — 4 F — En vente à Syros.

## stages d'été

Plus que jamais, il est indispensable de renforcer la cohésion du parti. Un important effort est fait cet été avec trois stages politiques et un stage « sérigraphie ». Nous rappelons ici les lieux et dates :

— Stages politiques :

- St-Brieuc - 21 au 28 juillet
- Les Guions - (Hautes-Alpes) : 25 au 31 août
- Château de Mons - (Gers) : 26 au 31 août.

— Stage « sérigraphie » : Les Guions - (Hautes-Alpes) : 18 au 24 août.

Adressez-vous à votre fédération qui dispose d'une plaquette avec tous les renseignements nécessaires et les fiches d'inscription. Inscrivez-vous rapidement.

## CALENDRIER

● Dimanche 9 — 9 rue Borromée — Paris 15e. Journée nationale école : les différents projets de la bourgeoisie sur l'école, les réponses de la gauche, et nos perspectives.

● 12 au 19 — Centre culturel algérien — 161, rue St Jacques. Paris 15e (m° Luxembourg) : expo-vente d'objets d'art et dessins d'enfants palestiniens organisée par le comité de soutien aux enfants palestiniens (de 11 h à 19 h).

Animation culturelle palestinienne (théâtre, danse, chants) — participation de Paco Ibanez, Imanol, Mara, J. Tristan, C. Antonioni au Grand-Théâtre, Maison interna-

tionale, cité universitaire Paris 14e (entrée 10 F)

● 15 juin — Centre Huit — 8, rue Porte de Buc — Versailles de 17 à 23 h : 6 heures pour les minorités nationales. Débat avec Jordan (occitan), Person (breton), Marienstras (juif)

● 15 juin — MJC — Herblay (Val d'Oise) chemin de Montigny : Festival Folk (avec entre autres Roger Mason, Steve Waring...)

● 7, 8, 9 : journées nationales d'information sur le péril nucléaire (rens. M.D.P.L.-M.C.A.A. - BP 126-10 75463 Paris Cedex 10)

## POUR PRENDRE CONTACT

Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.

Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

**Guy Nania**  
Docteur ès Sciences  
Politiques  
**LE P.S.U. AVANT ROGARD**

Présentation de

**Jean Poperen**

Membre du bureau exécutif  
du Parti Socialiste

Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de T.S.  
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux  
EDITIONS ROBLLOT

8 bis, rue de Châteaudun  
75009 PARIS

C.C.P. La Source 31-888-50

## PETITES ANNONCES

DECOUVERTE et CULTURE Loisirs, recherche pour cet été :

A/1 animateur connaissant bien les problèmes socio-éducatifs (animateur de M.J.C. ou de M. de Jeunes) pour accompagner un groupe de 20 jeunes Algériens (es) du 20/8 au 5/9, effectuant un circuit d'étude en France sur le thème des problèmes d'animation socio-culturels (visite M.J.C., lieux d'activités culturelles etc...)

B/1 animateur/autogestionnaire pour animer un lieu de vacances collectives (petite unité de 18 personnes) au pays basque du 29/7 au 1/9.  
Connaissance de la région souhaitable.

C/1 animateur/autogestionnaire pour animer et gérer avec le groupe un lieu de vacances collectives (unité moyenne de 35 personnes) dans les Cévennes du 1/7 au 25/7 et du 26/8 au 29/9.

Connaissance de la région très souhaitable.

D/1 animateur pour accompagner 2 groupes D.C.L. au PORTUGAL (du 1/8 au 15/8 et du 15/8 au 31/8).

Connaissance de la langue et du contexte Politique solide.

Pour A et D prendre contact avec D.C.L. (demander Jean-Pierre ou Claude).

Pour B et C la même chose plus D. THIERRY, tél. 588.94.31 à Paris ou B. NECTOUX, La Vente, 44270 MACHECOUL.

BON à RETOURNER A

LIBAIR - 17 rue de Turbigo  
75002 Paris, Tél - 231.97.94  
Corr. A 669 508.06.60

NOM .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Ville .....

Je désire recevoir  
votre documentation

## pâques 74

**ALBANIE**  
Séjour touristique  
à DURRES  
sur la côte Adriatique.... 1350F  
(excursions et visites)

**YOUGOSLAVIE**  
1 semaine à l'hôtel  
à l'île de KRK ..... 630F  
(par avion)

**EQUITATION**  
Haute-Provence..... 440F

**MAISON FAMILIALE**  
dans les Vosges  
prix journée entre..... 23 et 31F  
selon le quotient familial

VACANCES VOYAGES LOISIRS

**LIBAIR**

# les anti-Trigano

Le monde des vacances autant et sinon plus que le reste est objet de spéculation. Cela va de la source à l'arrivée ; c'est-à-dire de la spéculation faite dans l'organisation des structures d'accueil du touriste, main-mise sur le sol, le littoral, les sites, monopoles hôteliers etc. jusqu'à la main-mise sur le vacancier ou le touriste que la chaîne ou le « club » prend à sa porte, conduit, véhicule, abreuve, nourrit, intoxique d'images, de gadgets et restitue en fin de circuit à ses occupations premières.

Dans ce système, le vacancier ou le touriste est tellement conditionné qu'il peut à la rigueur choisir son lieu de vacances, mais non la forme qu'il y donnera ; il dépend de A à Z d'un circuit commercial ; il doit acheter, consommer, ingurgiter ce qu'on lui présente et rien d'autre ; et le pire est qu'il arrive à penser qu'il a passé de « bonnes vacances ».

Un des thèmes qui font fortune actuellement en matière de vacances, c'est celui de l'espace rural. Et la main-mise sur cette source de profit qu'est le monde rural tend à s'accroître. Tous les prétextes sont utiles pour ouvrir l'appétit, depuis l'écologie, jusqu'au retour à la nature. Par ce biais, c'est une tentative de colonisation du monde rural qui s'opère.

Des efforts ont été faits pour s'y opposer, se traduisant parfois par des formes du tourisme dit populaire ou social. Pour l'utilisateur, il peut avoir un certain intérêt. Il n'est pas certain que, pour ceux qui ont à accueillir, il en soit de même.

## l'o.s. du tourisme

Nous qui écrivons ces lignes, nous sommes des ruraux et nous pensons que nous avons droit à la parole quand il s'agit de l'espace rural. Or que voyons-nous, sous couleur de favoriser le tourisme et par lui le développement rural ?

Des parcs naturels, fruit de décisions administratives dans lesquelles on englobe, bon gré, mal gré, des municipalités chargées de se taire ou que l'on abreuve de promesses de subventions — dont quelques unes sont tenues : colonisation par l'argent — Moyennant quoi

l'agriculteur, l'artisan, le commerçant de ces régions subit de multiples contraintes : style des bâtiments, implantation des exploitations, création de zones protégées de gibier etc. — Toutes ces contraintes grèvent lourdement les agriculteurs notamment, à cause du coût supplémentaire des installations professionnelles ou des dégâts subis du fait du gibier.

Des stations hivernales, pour la plupart créées par des promoteurs, parfois par l'administration. Le rural devient celui qui fait tourner, il est l'O.S. du tourisme, que ce soit au niveau de l'emploi en saison — perchman, plongeur... — que ce soit au niveau de sa profession : il doit entretenir les pistes, par exemple en les faisant paître par son bétail, compte non tenu des possibilités que devrait offrir le sol au niveau agricole, mais seulement compte tenu de l'intérêt du ski. Il est parfois aidé par une prime à la « vache tondeuse ». Il arrive que sa situation d'O.S. soit bien rémunérée, mais il faut voir les conditions de travail ; de plus il n'a pas droit à la parole : le village, la commune, ne sont que des pions sur l'échiquier de l'industrie touristique, les municipalités sont très vite accaparées par les promoteurs, elles sont contrôlées uniquement par les gens de l'extérieur.

Dans le même esprit on assiste à la dégradation non seulement du paysage, mais de l'art rural, car sous couleur d'art rural naissent des réalisations qui ne sont ni artistiques ni rurales mais exploitent la naïveté ou la mode du client. Autour de cet artisanat, comme des mouches, les brocanteurs pillent, en l'achetant ou sans l'acheter, le patrimoine artistique du monde rural.

A chaque commune on demande de créer les infrastructures nécessaires au tourisme en

espace rural ; il faut assurer viabilité, eau, électricité, téléphone, toutes infrastructures fort onéreuses, la plupart du temps au profit quasi exclusif de personnes ou sociétés privées.

Sans aller jusqu'à ces extrêmes, souvent le tourisme est un tourisme sauvage parce que celui qui l'organise comme celui qui en profite n'ont rien à voir avec le monde rural dans lequel ils débarquent. Pour les premiers, l'espace rural est un moyen de profit — professions libérales investissant dans l'immobilier rural, sociétés immobilières achetant à tout-va —, pour les utilisateurs, il est un lieu où l'on est en vacances et « en vacances tout est permis. »

## contre-offensive

Face à ce phénomène et à la demande croissante de l'espace rural, des ruraux, des agriculteurs notamment, se sont posés la question de la maîtrise du tourisme.

La demande de plus en plus grande, même si, souvent, elle est fortement teintée de snobisme, de ce qui est « naturel », fait que les agriculteurs sont sollicités de toutes parts par les estivants pour se procurer ou consommer sur place des produits de la ferme.

Dans 55 départements sont nées des associations pour le

tourisme rural. Elles portent différents noms et ont un champ d'action plus ou moins étendu, parfois relativement restreint. Les zones de moyenne montagne ont été les premières à travailler à des réalisations de cet ordre. La raison en est double : la nécessité d'un complément économique à une agriculture non rentable d'une part, une demande plus forte d'autre part, le tout doublé d'une densité de population plus forte que dans les plaines.

La mise en place de ce tourisme est une opération économique, elle est aussi une action d'animation.

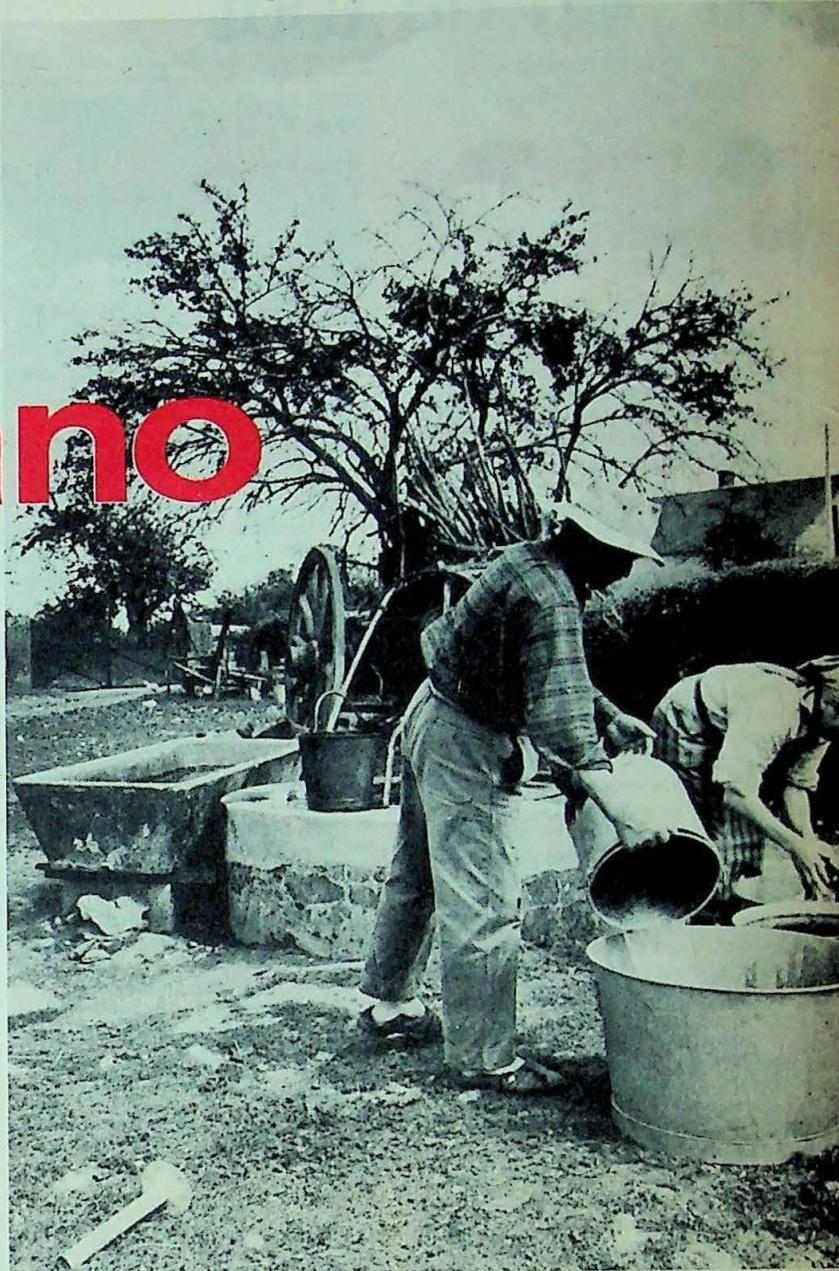
Il n'est peut-être pas inutile pour le citadin de connaître les différentes formes de tourisme en espace rural.

— Les gîtes ruraux : logement aménagé dans le cadre ou à proximité de l'exploitation agricole, location en équipement complet.

— Les chambres d'hôtes : chambres aménagées dans le bâtiment même de la ferme ou de la maison artisanale, avec ou sans pension.

— La table d'hôtes : dans le cadre de la ferme, repas servis à la table même avec les agriculteurs.

— Le camping à la ferme : mise à disposition sur un terrain



## Des paysans qui offrent leur campagne aux citadins. Et qui ne veulent pas en périr.

proche de l'exploitation d'un emplacement équipé en eau et sanitaires pouvant recevoir six tentes ou caravanes.

— **Les auberges de campagne** : auberges paysannes ou encore fermes-auberges sont des lieux qui veulent mettre à disposition du citadin la possibilité de trouver un repas simple dans le cadre de la ferme ou tout au moins dans celui du milieu rural. La charte nationale en préparation prévoit que n'y soient normalement servis que les produits et spécialités locales. Cette charte insiste sur la qualité rurale qui doit présider à ces réalisations. Elles se veulent souvent des lieux de rencontre entre ruraux et citadins. Certaines sont doublées de chambres d'hôtes.

S'il est certain que cette prise en charge par les ruraux constitue pour eux un apport économique et culturel, dans le même temps qu'elle permet un tourisme plus libre et moins onéreux — dans la plupart des cas au moins — pour l'utilisateur, beaucoup d'ambiguïtés demeurent. Entre autres :

— pour le rural de devenir un commerçant recherchant le profit — ou d'être une fois de plus considéré comme tel.

— de palier la responsabilité de l'Etat dans la mise en place des infrastructures de loisir nécessaires.

— de perdre sa personnalité de rural au profit d'un système économique et culturel autre.

— le risque de devenir l'esclave d'une organisation qui le frustrer de sa personne : client-roi.

Ce qui revient à dire que la maîtrise du tourisme suppose au départ une conscience bien claire de ce que l'on veut et surtout de ce que l'on ne veut pas.

### des essais

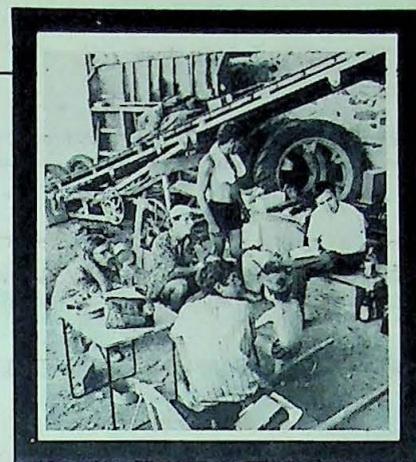
Au risque d'être partial — mais on ne parle que de ce qu'on connaît — face à ces ambiguïtés, quelques essais de réalisations peuvent être intéressants à connaître :

— La mise au point dans certains départements, notamment

dans la Loire, d'une structure départementale de l'organisation au niveau des organisations agricoles, mais surtout de commissions où se côtoient professionnels et utilisateurs permet un regard plus objectif des uns et des autres. Elle a favorisé grandement la prise de conscience par le milieu rural de la nécessité du contrôle de l'utilisation de l'espace rural. Cette prise de conscience s'affirme publiquement souvent par la négation du droit de propriété pour celui qui n'est pas le travailleur de la terre, par le rejet, au moins dans les mentalités, des sociétés qui accaparent le sol et le bâtiment.

— Une expérience particulière paraît digne d'intérêt : celle du petit village de **St-Jean-la-Vêtre**, dans la Loire, où la population dans son ensemble a été invitée à prendre, et a pris en charge une réalisation touristique qui recouvre actuellement auberge et chambres d'hôtes, reçoit des journées d'études syndicales ou professionnelles, abrite des activités culturelles ou d'animation locale, projet d'artisanat rural, etc.

Cette participation effective de la population locale est basée sur une non-rémunération d'un capi-



... en vacances,  
« tout est permis ».

tal initial, mais seulement rémunération du travail et des produits à leur coût de production, la gestion étant assurée par le droit de parole délibérative au conseil d'administration de toute personne voulant bien travailler à l'œuvre commune.

Quelques projets du même ordre ont pris ou semblent devoir prendre corps dans la région en dépit des multiples difficultés administratives ou matérielles.

Si cet article a été écrit ce n'est pas en vue de la publicité, mais parce que nous pensons qu'au travers de cette prise de responsabilité sur le tourisme rural peut apparaître une forme de contrôle foncier et une opposition à une certaine spéculation des puissances d'argent. Dans le même temps s'établit une nouvelle forme de relation ruraux-citadins au travers du tourisme.

Bien des difficultés demeurent ; un simple exemple de difficulté administrative : un paysan qui opère la transformation du lait en fromage ou beurre et le vend à un commerce quelconque est et demeure considéré comme paysan ; s'il opère cette même transformation pour servir ses produits à des hôtes sur sa table familiale et que le chiffre d'affaires de sa table ou ses chambres d'hôtes

dépasse celui de l'exploitation — et c'est vite fait à la manière dont sont rémunérés les agriculteurs de montagne —, il perd son statut professionnel et son inscription à la mutualité sociale agricole. Nous revendiquons pour nous ruraux le droit de servir, dans le statut agricole, des produits finis.

### des conditions

Le tourisme rural est un lieu et un moyen de rencontre, mais à des conditions très précises :

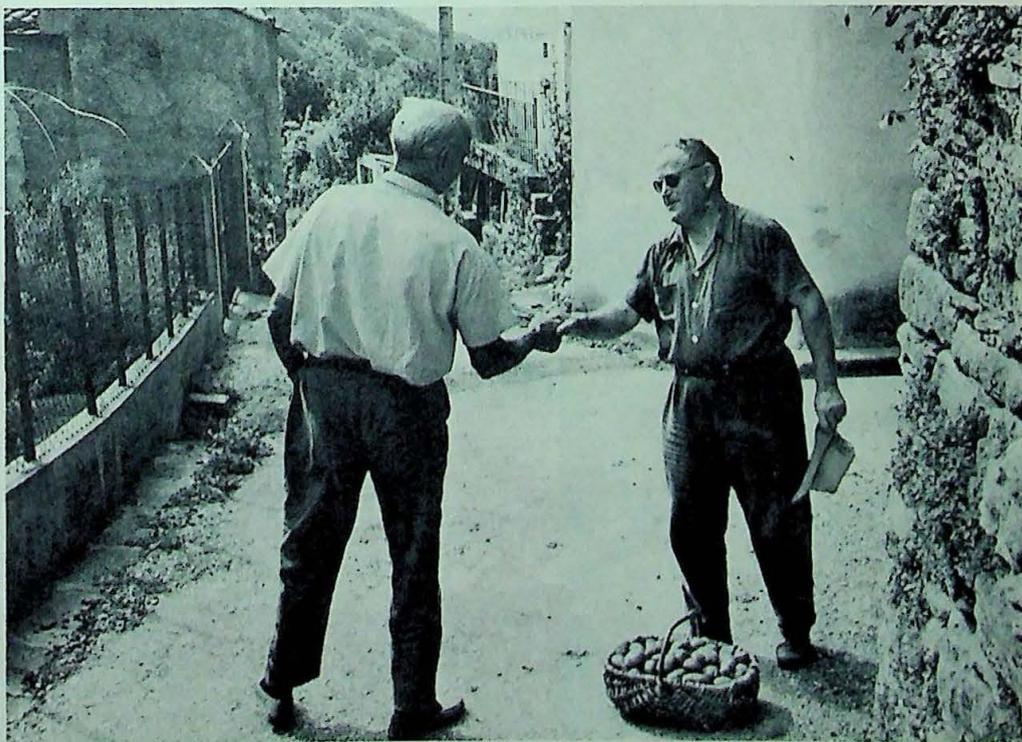
— Que le rural reste rural avec ses valeurs culturelles propres.

— Qu'il ne cède pas à la tentation de produire et vendre n'importe quoi, sous prétexte que ça marche.

— Que l'utilisateur ne soit pas quelqu'un qui vient seulement profiter d'un séjour plus calme ou d'une pension moins onéreuse, mais quelqu'un qui sait dire ce qu'il vit et écouter celui qui l'accueille.

#### Quatre camarades de la Loire ■

(\*) Concrètement on peut contacter les diverses formes du tourisme rural en s'adressant au service tourisme des chambres d'agriculture de chaque département.



Refus  
du « client-roi ».

# DEMAIN LA FÊTE !

François Béranger

Una Ramos

Pia Colombo

Jacques Bertin

Lard Free

Sommer

Francis Lemarque

Francesca Solleville

Paco Ibanez

Programme complet dans le prochain TS

Billets en vente au PSU, 9 rue Borromée - Paris 15e

10 F chaque jour — soutien (bon pour deux jours) : 15 F

**15**  
**16 juin sur**  
**les terrasses de Meudon**

